COLLEGE DE L'EUROPE LIBRE

Mercredi 1. septembre 1954

COURS SUR LE COMMUNISME

par M. A. ROSSI

première conférence

BIBLIOTECA ARCHIVIO

M. le Président du Collège :

J'ai le très grand plaisir d'introduire M. le Professeur ROSSI qui vous parlea du Kominteen et du Kominform, spécialement dans leurs relations avec les pays d'au-de là du rideau de fer.

M. Rossi est un des spécialistes les plus éminents dans ce domaine. Dans sa jeunesse, Monsieur le Professeur ROSSI était militant socialiste et syndicaliste. Il côtoya Mussolini; mais, en 1921, M. ROSSI s'opposa de toutes ses forces à l'établissement du facisme et entra dans le parti communiste. Pendant des années, ce fut la clandestinité et parfois la prison. Ce furent de longs séjours à Moscou où il devint membre du Secrétariat de l'Internationale

Communiste (Manifestations). Ce furent alors des voyages dans toute l'Europe où, après avoir intimement connu Trotski Sinoviev, Boukharine, Staline, il côtoya aussi Dimitrov, Rakoschi, Gottwald, Anna Pauker. En 1929, ce fut la grande rupture avec Staline. M. ROSSI, alors s'installa en France où il rédigea la rubrique de politique étrangère du "Populaire" de Léon BLUM. Puis ce fut la Résistance. Il a écrit de nombreux livres sur le communisme qu'il connaît mieux que quiconque. Le Professeur ROSSI professe à beaucoup d'institutions, entre autres au Collège de l'Europe de Bruges. La dernière étape c'est sa visite chez nous et nous sommes heureux qu'il soit un des nôtres pour quelques jours.

(Applaudissements)

M. le Professeur ROSSI : -

Mesdemoiselles, messieurs,

Je compte diviser l'exposé que je dois vous faire en trois leçons dont la première, celle d'aujourd'hui, sera consacrée au mécanisme, à la structure de l'Internationale Communiste . Les questions qui se rapportent plus spécialement aux pays d'au delà du rideau de fer prendront la deuxième et la troisième heure.

Nous commençons donc, comme dans tous les beaux temples, par le fronton qui est l'Internationale Communiste

L'Internationale Communiste est née en mai 1919 c'est-à-dire relativement assez longtemps après la Révolution russe d'octobre qui date de 1917. Elle est donc née en retard, comme un enfant un peu irrégulier. Au fond, ce qu'on appelle le Premier Congrès de l'Internationale Communiste celui de mars 1919, n'a été qu'un Congrès de nom. Il y avait deux partis vraiment importants et seulement deux qui étaient représentés : c'était le Parti russe, naturellement puisque le Congrès se tenait à Moscou, et le parti allemand qui était le plus important à l'époque des partis communistes existants. Les invitations au Congrès ont été faites par les Russes et par les Allemands et on a précisé que le Congrès aurait à discuter sur la base des programmes des

deux partis, le russe et l'allemand. Mais la seule délégation qui était vraiment mandatée par un parti pour venir à Moscou, c'est-à-dire la délégation allemande, la délégation du Spartakus Bund qui s'est transformé en décembre 1918 en K.P.D., parti communiste allemand, était contre la fondation d'une Internationale Communiste, aussi extraordinaire que cela puisse paraître. A la tête de ce parti était Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ; Rosa Luxembourg était la tête pensante - ceci va bien un peu contre notre orgueil masculin- mais il faut l'avouer, des deux c'était la femme qui avait la tête bien en place. Or elle était opposée à la création d'une Internationale Communiste et on comprend aujourd'hui, nous n'avons pas le temps d'entrer dans les détails, qui pourtant ne sont pas des détails, pourquoi elle était contre : elle voyait déjà qu'une Internationale Communiste, construite trop vite et siégeant à Moscou, aurait pris le bacille moscovite, le bacille russe ; elle aurait été un organisme purement et essentiellement russe, avec des tendances que Rosa Luxembourg n'approuvait pas, de sorte que la fondation de l'Internationale Communiste a été approuvée, comme d'habitude, à l'unanimité - moins cinq abstentions - Ces cinq abstentions étaient les voix du parti allemand, le seul qui avait droit de vote puisque, comme dit, c'était le seul qui était un grand parti en dehors de celui de la Russie.

L'Allemagne jouait à ce moment-là, dans la politique bolchévique un très grand rôle. Fin 1918 il y avait eu la révolution allemande, une sorte de révolution qui, vous vou

souvenez, a suivi tout de suite la guerre. Il y avait à ce moment une réunion communiste russe ; ils se sont livrés au plus grand enthousiasme ; ils ont cru - et ceci est important que "c'était arrivé", comme on dit un peu familièrement en français. Du moment que l'Allemagne se mettait en révolution, comme Lénine était persuadé qu'il était impossible de faire la révolution mondiale sans l'Allemagne,-du moment qu'il y avait eu les émeutes de Kiel, de Berlin, la création du Conseil ouvrier , ils pensaient que les plus grands espoirs étaient maintenant permis. Je vous dirai tout de suite du reste que le même spectacle s'est produit un an plus tard, en été de l'année 1920, au deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, lequel s'est réuni à Moscou, au moment où les troupes soviétiques marchaient sur la Pologne, sur Varsovie. J'ai assisté à ce Congrès et je puis vous dire que cela a été un délire d'enthousiasme. Les chefs communistes - oh, pas tous il est vrai, pas Trotski par exemple qui, pourtant était en général le plus plein de fantaisie et d'imagination, pas lui, parce qu'il était plus prudent Lénine - croyaient à cette exception près que "c'était arrivé". Ils croyaient que les troupes de Toukachewski allaient prendre Varsovie, traverser la Pologne et "donner la main", comme on dit, aux prolétaires allemands,qui n'attendaient que de se révolter , pour allumer la révolution prolétarienne en Allemagne. Vous savez comment cela s'est terminé : il n'y a eu ni prise de Varsovie, ni révolution allemande et l'enthousiasme, si bien

parti, n'eut plus qu'à se calmer.

L'Internationale Communiste donc, je répète, n'a été fondée réellement qu'à son deuxième Congrès, celui de l'été 1920.

C'est à ce deuxième Congrès qu'on a voté les Statut et pas seulement les Statuts, mais les 21 conditions pour l'appartenance d'un parti à l'Internationale Communiste. C'est cela donc qui marque la date de naissance réelle de cette Organisation.

Je laisse de côté toute la partie doctrinale et théorique qui n'est pas de notre compétence et je m'arrêterai quelques instants aux Statuts. Les Statuts sont en général de documents ennuyeux; mais si on les lit avec patience, ils peuvent révéler des éléments importants. Par exemple, les Statuts disent que le Congrès de l'Internationale Communiste décide, chaque année, chaque fois qu'il se réunit, quel sera le siège de l'Internationale ; les congressistes, donc, en théorie et d'après les statuts, avaient la liberté de choisir entre Moscou, Londres ou Bruxelles. En réalité, cette question ne s'est jamais posée, ni en 1920 ni par la suite. Il n'a jamais été question d'un choix quelconque, pour des raisons du reste assez compréhensibles, d'une possibilité de mettre le siège de l'Internationale ailleurs qu'à Moscou. Mais les Russes qui savaient très bien que, s'il y avait une Internationale Communiste, elle ne pouvait siéger qu'à Moscou, avaient introduit dans les Statuts du deuxième Congrès voté en 1920,

un article qui n'est pas connu,-parce que les statuts sont des documents ennuyeux et qu'on ne les lit pas (en quoi, on a quelque fois tort..) - l'article 8, dans lequel il est dit: "Le travail principal et la grande responsabilité, au sein du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste incombe principalement au parti communiste du pays où le Congrès mondial a fixé le siège du Comité Exécutif ". Comme naturellement ce siège ne pouvait être que Moscou et que le parti dont on parle ne pouvait être que le parti bolchévique, ce Parti se réservait donc, par les Statuts mêmes, le travail principal et la grande responsabilité de toute l'Internationale Communiste et c'est là l'origine du monopole de l'Internationale Communiste par le parti russe.

En plus, le Comité Exécutif de ce Parti qui, par hasard se trouve à Moscou, dirige dans l'intervalle qui sépare les sessions des Congrès successifs, tous les travaux de l'I.C. (abbréviation de l'Internationale Communiste) et donne à tous les partis et organisations affiliés des instructions qui ont force de loi (article 9 des statuts de 1920). Par là la priorité du parti bolchévique est consacrée ; ce qu'il décide a force de loi pour l'Internationale Communiste. Et tout cela, voyez-vous, c'est enregistré dans les statuts; ce n'est pas le produit de la malveillance de quelqu'un qui a "mal tourné" comme moi; c'est le texte même des statuts de l'Internationale Communiste.

On pourrait, à ce sujet, si on voulait encore

s'arrêter aux Statuts, trouver d'autres confirmations encore plus graves de ce monopole , par exemple, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le droit d'expulser n'importe quel parti des autres pays, pour des raisons que l'Internationale aura jugées suffisantes.

Il y a un point que je voudrais souligner ici, parce qu'il a un lien avec la question des Fédération, balkanique ou autres dont nous parlerons dans les exposés suivants: dans un article des Statuts de 1920, l'article 13 exactement, il est dit qu'il est de règle que les relations politiques présentant une certaine importance, entre les différents partis affiliés à l'I.C. se font par l'intermédiaire du Comité Exécutif de Moscou ; ceci revient à dire que les partis des différents pays ne peuvent pas établir de liens entre eux directement. J'anticipe un peu sur ce que je voulais vous dire dans une prochaine conférence, mais je suis sûr que vous auriez tiré cette conclusion par vous-mêmes : il ne peut pas y avoir une fédération entre le parti communiste français par exemple et le parti communiste anglais ou le parti communiste italien ou yougoslave ; les liens ne sont pas de nature verticale, mais de nature horizontale ; les rapports vont de la périphérie au centre pour retourner à un autre point de la périphérie ; pour arriver de Paris à Londres, il faut passer par Moscou. C'est exactement ce qui se produit dans les rapports entre les pays satellites de Moscou. Vous savez combien la nature de ces rapports entre les partis satellites a joué

un grand rôle dans l'évolution d'au delà du rideau de fer, parce que Moscou a pris toutes les précautions pour que aucune des relations ne soit horizontale réellement ; toutes doivent être verticales ce qui revient à dire que si Prague veut se réunir à Varsovie, même si la décision venait du Gouvernement, il faudrait passer par Moscou. La marche est triangulaire.

C'est le même état d'esprit qui a présidé à la structure de l'Internationale Communiste. Il y aurait beaucoup de chose naturellement à dire à ce sujet, mais comme je veux faire un effort sincère pour me limiter dans le temps qui m'est imparti, aussi bien par les dirigeants de l'école que par votre résistance.. je dois aller vite pour toucher des sujets qui, au fond, sont plus importants.

On a dit que entre deux sessions de l'International Communiste, c'était donc le Bureau Exécutif - et les Statuts le disent - qui était responsable de la direction de toutes les affaires. Le Congrès était bien l'organe suprême, mais entre les différents Congrès, le pouvoir ne lui appartenait plus; il appartenait au Bureau Exécutif qui, comme je vous l'ai dit, par la lettre et surtout dans les faits, était absolument aux mains de Moscou. Cela a pu être moins grave, dans une première période, lorsque le Congrès se réunissait tous les ans. Les pouvoirs exceptionnels du Bureau étaient temporaires, puisqu'ils duraient d'une année à l'autre. Les premiers Congrès se suivaient en effet à la cadence normale :

premier Congrès en 1919, le deuxième en 1920, le troisième en 1921 et le quatrième en 22. Mais le cinquième Congrès se tient en 1924. Les pouvois absolus de Moscou durent donc deux ans. Entre le cinquième Congrès, celui de 1924 et le sixième celui de 1928, on compte quatre ans, c'est-à-dire que pendant quatre ans, comme il n'y a pas eu de Congrès, les pouvoirs absolus restaient à Moscou. Entre le sixième et le septième Congrès, il se passe sept ans, puisque le septième Congrès - qui est du reste le dernier - est de 1935. Entre 1928 et 1935 le pouvoir qui devait tout décider est resté aux mains des bolcheviques, sans recours. Il s'est d'ailleurs produit la même chose à l'intérieur du parti russe; mais nous n'avons à nous occuper que de l'Internationale pour l'instant. Après 1935, il n'y aura plus de Congrès, parce que l'Internationale sera dissoute en 1943....

Voyons maintenant le mécanisme de plus près ; voyons comment cela a fonctionné. Allons à Moscou :

Les textes donc sont clairs. Est-ce que la réalité était allégée ou aggravée, par rapport au principe, à la théorie ? Je vous dis tout de suite que, dans la réalité, la situation était encore beaucoup aggravée et je vais vous l'expliquer, parce que je suis peut-être un des rares survivants de l'équipe qui a vraiment connu le mécanisme dans son fonctionnement :

A chaque Congrès était élu le Comité Exécutif. note

que, entre temps, les membres de ce Comité Exécutif pouvaient être changés ; on cooptait des éléments, on en expulsait d'autres, de sorte que le Comité Exécutif de 1935 ne comprenait plus les mêmes figures que celui qui avait été élu en 1928; de ceux-là, la plupart étaient passés ou... trépassés. Mais enfin, il y avait un Comité Exécutif.

Ce Comité Exécutif nommait un Secrétariat et c'est lui qui détenait le pouvoir réel, en ce sens que les membres du Secrétariat étaient obligés de vivre à Moscou. Quand j'ai été moi-même élu, en 1928, membre du Secrétariat, j'ai dû m'installer définitivement à Moscou ; ce définitif d'ailleurs n'a duré que quelques mois, je n'avais pas la tête assez bien construite et cela ne pouvait tenir longtemps ..

Est-ce que c'était le Secrétariat qui détenait le pouvoir ? Non. Dans le Secrétariat, il y avait ce qu'on appelait la "Troïka", en termes plus solennels "la petite Commission". Elle était composée de trois membres qui préparaient les réunions de l'Exécutif. C'était cet organe qui envoyait les émissaires à l'étranger ; c'était l'organe qui faisait le travail. J'ai été moi-même membre de la Troïka. Le second, à ce moment était un certain Umbricht qui, à l'heure actuelle est Président du Conseil ou Ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne Orientale ; le troisième était toujours un Russe ; il s'appelait alors Piatnitski et c'était lui qui avait tous les pouvoirs ce qui ne l'a pas empêché d'être exécuté au cours d'une épuration, mais tant qu'il n'était pas

mort, il détenait vraiment tout le pouvoir. Nous n'étions, nous deux que des potiches plus ou moins naïves ; j'étais là-dedans, tout en venant de l'Italie, un peu le "paysan du Danube", pensant que, du moment qu'on m'avait nommé là-dedans c'était pour dire ce que je pensais ; j'ai donc parlé, trop puisque mon éloquence n'a pas été agréée. Mais rien ne se faisait, dans l'Internationale Communiste, sans l'autorisation de Piatnitski qui lui-même recevait tous les ordres du Comité Central du Parti Communiste russe. Je puis vous affirmer tout cela... j'y étais. Pour n'importe quelle décision politique, il y avait d'abord une réunion du Bureau politique du parti russe. Pia.... partait de là, allait au siège du Comité Central, prenait les ordres et revenait au Komintern; nous n'avions plus qu'à passer le sable sur tout cela. En réalité, on faisait bien quelques remarques ; on nous donnait satisfaction sur des points d'importance relative : au lieu d'envoyer deux émissaires dans un endroit, on n'en envoyait qu'un, ou trois, sur nos conseils; mais cela n'allait pas plus loin et tout le mécanisme était comme cela. Quand je lis le titre de la pièce de Giraudoux : La Guerre de Troie n'aura pas lieu", je suis tenté de dire : l'Internationalisme communiste n'a pas eu lieu. En effet, la part d'autonomie, même dans la première période, mais surtout dans les périodes suivantes, des représentants des autres partis que le parti russe était réduite à zéro ! Du point de vue russe, comme instrument de travail du parti communiste, du Bureau Politi

de son Comité central, là oui, l'Internationale a apporté naturellement à la Russie un concours quelquefois important; mais comme instrument seulement, j'insiste ; comme objet et non comme sujet. Il n'y a jamais eu un travail d'Internationale Communiste ayant sa propre autonomie, son pouvoir de décision, cela jamais !

Si je pouvais entrer dans les détails, si le temps me le permettait, si je pouvais vous expliquer comment se transmettaient les instructions, vous verriez encore mieux, si besoin est, que cette autorité était nulle. En tout cas, j'ai vu de mes propres yeux le mécanisme par lequel ni la décision, ni même la discussion , ni même la mise à l'ordre du jour ne pouvait appartenir à quelqu'un d'autre qu'au Bureau politique du Parti Communiste russe. Il ne peut y avoir aucun doute là-dessus.

On travaillait dans le Palais du Komintern. Aux différents étages, il y avait autant de chambres que de pays représentés ou soi-disant représentés : au premier étage, on trouvait la Hongrie, la Roumanie, l'Italie etc.. Il n'y avait qu'un parti qui n'avait pas de Bureau : le parti russe; je n'ai jamais rencontré le parti russe dans les couloirs ou dans un bureau ; si j'avais eu des questions à poser, des doutes sur un problème, si j'avais voulu chercher mes lumières auprès des Russes, je n'aurais pas su où les trouver : partis sans laisser d'adresse. Il n'y avait pas de section russe au Komintern. Cela d'ailleurs se comprend parfaitement bien

Il fallait éviter que le parti russe et la Russie donc soient mis sur un pied d'égalité avec les autres partis communistes ou les autres pays. Il fallait éviter que la Russie ait l'air de venir demander des avis, des conseils à l'Internationale communiste. Certes les gens du Guépéou abondaient, les informateurs étaient bien distribués; mais le parti russe, en tant que tel, je ne l'ai jamais vu. Moi, qui représentais le parti communiste italien, si j'avais voulu me mettre en rapport, au Komintern, avec les représen ants du parti russe, je n'aurais guère eu de succès. Les Russes n'étaient pas là. Ils étaient soustraits à cet engrenage qui devait servir la Russi et la Russie ne voulait à aucun prix subordonner sa politique à quelque pays que ce soit. Elle n'avait donc pas besoin de venir au Palais du Komintern.

Il y avait des rapports très curieux et je vais vou en évoquer quelques uns : l'Allemagne, la Chine et les Pays Balkaniques..

L'Allemagne dépendait pratiquement du bureau personnel de Staline, l'Allemagne étant à l'époque, pour les Russes, le pays le plus important, parce que c'était là que se jouait la partie qu'ils jugeaient décisive. Le parti communiste allemand avait certes un siège à l'Internationale, mais la vraie politique du parti communiste allemand n'a jamais été faite par l'I nternationaleste communiste ; c'est d'ailleurs la raison de mon expulsion. Je me suis occupé de cette

question parce que je croyais que les problèmes allemands étaient des problèmes dont on avait le droit de s'occuper; je m'étais permis une intervention au Secrétariat sur la question allemande. Quinze jours plus tard, Staline lui-même personnellement m'a fait l'honneur de me verser une poubelle d'ordures sur la tête, que j'ai méritée parfaitement ; c'était le scandale : il ne fallait pas parler de l'Allemagne.

Je voudrais encore vous raconter un petit souvenir personnel, je m'en excuse : en 1938, je me suis arrêté à Berlin, à un Bureau spécial qui s'appelait Bureau de l'Europe Occidentale (occidentale par rapport aux frontières russes, entendons-nous); on s'était dit : s'il y a une guerre contre la Russie, il faut qu'il y ait un bureau en-dehors des frontières russes qui continue à fonctionner ; cela s'appelait le W.B. - Bureau Occidental ; j'y ai travaillé quelques semaines Pour les questions allemandes, il y avait le délégué de l'Internationale communiste qu'on voyait très peu du reste, le Délégué du bureau de Staline lequel allait directement auprès du parti allemand, sans passer par l'Internationale communiste ou par le bureau fantôme de Berlin de l'Europe Occidentale ~~dans lequel j'ai travaillé pendant quelque temps~~. Je dois dire aussi qu'il y avait le délégué de Boukarine qui était d'une tendance contraire ; en réalité, tout cela se plaçait sur le plan germano-russe et l'internationale communiste et les autres pays n'avaient rien à dire.

Que se passait-il pour la Chine ? La Chine représentait les "intouchables". J'étais pendant un certain temps

membre de la Commission du Budget ; j'avais une certaine autorité.. on venait me demander des millions - moi, naturellement, je n'avais pas le sou - Rires) Les Chinois venaient souvent pour discuter des questions de doctrine ; c'est un des souvenirs les plus terribles que j'ai de mon séjour à M cou ; les visites des Chinois ; ils venaient en commission de quinze avec quelque fois une liste de deux cents ou trois cents questions d'une minutie folle qui me rappelait les travaux d'aiguille des Chinois et il me semblait qu'on m'obligeait moi aussi, à faire un vrai travail de broderie. Mais d'argent, les Chinois ne m'en ont jamais parlé ! On m'a dit que le budget chinois était une question d'état, donc même pas une question qui intéressait le parti, mais une question d'état et on nous demanda de ne pas nous en occuper C'est dire que la Chine avait pour la Russie une telle importance que toutes les questions, pas seulement les questions politiques, mais les questions budgétaires aussi, dépendaient directement du Bureau politique. Si l'état avait besoin d'envoyer des millions de roubles pour des raisons qui concernaient la politique extérieure de la Chine, ses rapports avec la Russie, naturellement ils ne venaient pas nous demander, à moi en particulier si j'étais d'accord qu'on leur envoie cet argent (Rires). Et quand on faisait le tableau final, comme il y avait tout de même une certaine proportion à garder entre le nombre des membres et les subventions accordées les Chinois, qui avaient compris le "truc" sortaient un

document où ils avaient noté trois ou quatre millions de membres, alors qu'à l'époque, il y en avait peut-être trente mille ; comme les subventions étaient fortes, ils avaient inventé des soviets ; ils disaient qu'ils étaient pour la réforme agraire, c'est qu'ils étaient communistes ! donc ils sont avec le Parti ! donc le parti communiste doit recevoir les subventions pour trois millions d'hommes !! Mais le fond de la question était toujours réglé par le Commissariat des Affaires Etrangères russe.

Voyons maintenant ce qu'il en était avec les Pays balkaniques. Cette question avait une certaine importance, parce qu'il y avait un Bureau de la Fédération balkanique à Moscou; mais au fond, le bloc slave était considéré comme bloc de partis frères. Les Russes avaient le sentiment qu'avec les Bulgares, avec les Yougoslaves, mais surtout avec les Bulgares les choses devaient se passer autrement. Ce n'était pas comme ces pays polens méditerranéens; c'était les pays frères de la Russie et les Bulgares étaient toujours particulièrement bien reçus à Moscou. Les éléments de la Fédération balkanique jouissaient d'un rôle plus important. Mais nous, nous ne pouvions pas faire grand'chose ; les rapports avec les pays balkaniques, en tant que problèmes de la Fédération balkanique n'intéressaient pas l'Internationale communiste ; les rapports de la Yougoslavie et de la Bulgarie, en particulier, se faisaient en dehors de l'Internationale, quoique Staline eut

venu un jour à la Commission yougoslave de l'Internationale communiste et il a prononcé un discours sur la question nationale qui a d'ailleurs été publié dans un des livres en 1927. Mais le problème des rapports soit entre la Yougoslavie et la Bulgarie, soit entre les pays intérieurs de la Yougoslavie, entre les Serbes et les Croates par exemple, ces problèmes étaient pour la Russie des problèmes d'état également et étaient discutés en dehors de l'Internationale Communiste.

Vous voyez donc qu'on coupent peu d'abord une jambe puis la tête, il ne restait plus rien.

Même situation pour les syndicats. J'espère qu'on me posera des questions sur ce problème ; toutes les questions d'ailleurs qui pourront vous intéresser sérieusement se ont posées dans la grande réunion, le séminaire de vendredi. Je suis à votre disposition pour répondre sur toutes les questions, à condition naturellement que je puisse répondre ....

L'Internationale Communiste a été supprimée, ou disons "dissoute" en mai 1943, comme vous le savez. Il y a donc eu un Congrès en 1928, un autre en 1935, plus de Congrès jusqu'en 1939 et puis après, la dissolution. Cette dissolution a été décidée purement et simplement par le parti russe, ou plutôt par l'Etat russe ; les partis des autres pays ont entériné la décision ; ils ont reconnu qu'ils

étaient discours... comme s'ils pouvaient faire autre chose ! (rires). Exception faite de quelques membres de l'Exécutif qui étaient à Moscou, dans la proximité du Kremlin, personne n'a su qu'on préparait la dissolution ; elle est venue brusquement, par une simple décision de Staline. Je ne m'arrêterai pas là-dessus, parce que cela empiète sur la période dont je veux parler plus tard, mais je voudrais liquider cette question essentielle : l'Internationale Communiste. Quand cette Internationale a été dissoute en 1943, il y avait bien longtemps qu'elle ne fonctionnait plus, si jamais elle avait fonctionné un jour. Ce qui a été dissous, c'est l'intermédiaire entre Moscou et les partis, intermédiaire qui était devenu totalement inutile. Staline a trouvé que cela coûtait trop cher " cette boutique" comme il disait, mais surtout cela ne rendait plus aucun service pendant la guerre. La chose effarouchait nos amis anglais et américains ; il y avait là un cadavre : celui de l'Internationale Communiste, Staline, toujours généreux pour des cadeaux de ce genre, a pris le cadavre et l'a jeté dans les bras des Anglo-Saxons, en disant : voyez vous c'est fini : il n'y a plus de communisme !..... Il n'y a pas eu de funérailles ; personne n'a versé de larmes sur elle même pas sur la Place Rouge.

En 1947, on a reconstitué le Kominform ; je m'en occuperai dans mon troisième exposé, mais je tiens à vous dire tout de suite quelle est ma thèse : parmi les produits du Plan Marshall, il faut mettre le Kominform. Cela a été un

création bolchévique en réponse au Plan Marshall ; nous en reparlerons dans le troisième exposé.

Dans le Kominform, il n'y a eu que les partis des pays derrière le rideau de fer, plus la France et l'Italie; ce ne sont pas tous les pays communistes. Au fond, on n'a pas reconstitué l'Internationale Communiste. C'était à la fois moins grave et plus grave. Si l'on l'avait reconstitué, on aurait reconstitué un organisme qui avait, pratiquement, fait mauvaise preuve et qui avait été mal jugé pour son manque d'efficacité. Moscou a réussi à se débarrasser d'un intermédiaire inutile et cela définitivement et en 1943, il n'existait aucune raison pour le créer à nouveau.

Et voilà ma conclusion sur ce point : Moscou a établi directement, avec tous les partis, des rapports très suffisants, beaucoup plus serrés que ceux qui existaient au moment où il y avait l'Internationale Communiste qui constituait une étape franchie; la chose était devenue gênante, encombrante, inutile. Moscou a perfectionné le système tel qu'il l'avait toujours conçu, c'est-à-dire rapports directs entre chaque parti et le parti ou même le Gouvernement russe Au fond, l'idée des Statuts de l'Internationale Communiste suivant laquelle il n'y a pas de rapports entre les partis, mais que tout doit passer à Moscou, a été réalisée en 1943 et elle n'a plus changé.

Le dix-neuvième Congrès du Parti communiste russe

a eu lieu en octobre 1952, quelques mois avant la mort de Staline. Ce Congrès, au point de vue de la structure, est très curieux. Il y a beaucoup de délégués, délégués des enfants, délégués des femmes. C'est la partie spectaculaire qui a certes son importance dans la mise en scène. Mais ce qui est curieux et qu'on n'a pas remarqué c'est que tous les partis communistes étaient représentés à ce Congrès, de sorte que si Moscou avait voulu réunir l'Internationale communiste, elle avait les délégués sous la main. Mais il y a encore une chose plus importante : une partie de ces délégués étaient chefs d'état, ce qui n'était jamais arrivé à l'époque de l'Internationale Communiste et pour cette raison ce Congrès est une date plus dangereuse que n'importe quel congrès de l'I.C.. Les chefs des partis communistes des pays satellites étaient aussi les chefs de ces états ; c'était un Congrès des pays satellites, des Gouvernements des pays satellites, j'insiste là-dessus de la Chine à la Tchéco-Slovaquie. Ce Congrès traduisait le développement pris par la puissance russe sur le plan communiste. C'est non seulement plus que l'I.C. ; cela se place même sur un autre plan. Les liaisons se font comme auparavant, simplement que l'I.C n'intervient plus.

Vous me direz peut-être : alors tous ces grands chefs communistes, les anciens qui ont travaillé pendant trente ans dans le parti, à chaque décision, ils vont décrocher le téléphone pour appeler Moscou ? C'est l'image qu'on

se fait dans une certaine presse anti-communiste, hélas ! (Mon hélas ne se rapporte pas au fait qu'ils soient anti-communistes mais à la façon dont ils font leur propagande) Cette image est absurde. Il faut vous rendre compte d'une chose, mes amis : il y a une politique soviétique; cette politique est assimilée par un cadre de militants qui se sont formés dans ce climat et qui sont parfaitement en condition d'appliquer la politique de Moscou, cette politique dont Moscou tient naturellement les ficelles. La chose n'en est que plus grave. A l'époque de l'Internationale Communiste les partis avaient encore une faible illusion que c'était eux qui devaient décider et puis, ils attendaient des instructions. Les partis communistes d'aujourd'hui, sauf dans certains circonstances délicates, n'ont plus besoin d'instructions. Croyez-vous que Moscou avait besoin de donner l'ordre de faire une campagne contre la C.E.D. ? Les dirigeants communistes n'avaient qu'à lire la Pravda ; son article politique voilà leur instruction.

Evidemment, il y a certains problèmes : par exemple, en France, doivent-ils participer ou non à un Gouvernement Mendès-France ? Voilà sans doute une question que le parti français ne résoudra pas tout seul. Mais, en ce qui concerne la ligne générale de la politique, ce qui est contre l'Amérique, contre l'Allemagne Occidentale, contre l'organisation d'une défense commune de l'Europe occidentale

tout cela est dans la bonne ligne. Les chefs n'ont pas besoin d'instructions ; il y a longtemps qu'ils ont appris à marcher dans une certaine direction et ils y marchent assez naturellement maintenant. Togliatti, dans un discours qu'il a fait en Italie, à l'occasion de son soixantième anniversaire, a dit : "Les gens croient que nous attendons des instructions ; ils nous croient donc des imbéciles ? Ils croient vraiment que nous n'avons rien appris ? " Et Togliatti a raison. La pénétration de l'idéologie communiste et des visées de la politique communiste s'est faite par des cadres N'oubliez pas que, dans tous les partis d'Europe, les noyaux centraux sont entre les mains d'éléments communistes qui remontent à avant la guerre. Ce sont de vieux loups de mer qui ont travaillé cette question pendant trente ans : voyez Thorez, Duclos, Togliatti ; de temps à autre, on se débarrasse de l'un ou de l'autre, mais le noyeau central reste le même.

Comme dit, il peut se présenter des difficultés: en 1940, les Allemands sont arrivés à Paris ; les chefs communistes français ne savaient que faire. A ce moment, Radio-Komintern -(et cela est absolument authentique car je considère comme bien mauvais la politique anti-communiste qui invente des histoires)- a donné l'ordre aux communistes français de rester à Paris et d'accueillir les Allemands en leur proposant d'autoriser la publication de l'Humanité. Les communistes français sont allés à l'ambassade allemande

ils ont fait cette proposition ; les choses ne se sont pas arrangées, mais de justesse.. et pas par la faute des communistes ! Je vous donne un autre exemple, le dernier : On annonce à Paris la visite du Général Ridgeway; les communistes ne savent pas comment le peuple prendrait la chose; Billoux et Jeanette Vermeersch vont à Moscou contacter les dirigeants russes et, lorsque Billoux rentre, il publie dans les "Cahiers du Bolchévisme" du mois de mai, un article qui avait donc été écrit en avril, débordant de fureur contre les Américains et Ridgeway. De toute évidence, les ordres à Moscou avaient été : pas de ménagements ; il faut frapper dur. La manifestation du 28 mai n'a pas réussi - pour d'autres raisons d'ailleurs ; mais il y a eu là ordre précis de Moscou aux communistes français. Il y en aura d'autres , pour des circonstances déterminées, mais pour la ligne générale, il n'y a plus d'Internationale Communiste ; hélas, il y a plus grave que cela !... (Applaudissements prolongés)

BIBLIOTECA ARCHIVIO GIUSTIZIA

 Jeudi, 2 septembre 1954

COURS SUR LE COMMUNISME

par M.A.ROSSI

BIBLIOTECA ARCHIVIO CENTRALE

deuxième conférence

Mesdemoiselles, Messieurs,

La leçon d'aujourd'hui va toucher la période qui nous portera jusque, à peu près, vers la fin de la guerre mondiale. Je réserverai le troisième entretien aux problèmes des démocraties populaires dont vous êtes les rescapés.

Avant d'entreprendre ce voyage de la Pologne à l'Albanie, je voudrais aborder un problème d'ordre plus général, d'abord parce qu'il est plus ennuyeux et qu'il vaut mieux commencer par là, quand nous sommes plus résistants, moi et vous, (rires) et ensuite parce que je crois qu'il est impossible d'avoir une idée exacte du système bolchévique, si on ne part pas de la connaissance précise de l'attitude bolchévique face à ce qu'ils appellent "la question nationale" et, ajoutent-ils, la "question coloniale". C'est vraiment là, avec le problème de la démocratie et de la dictature du prolétariat, la question fondamentale du bolchévisme et du communisme.

La question nationale et coloniale est vraiment fondamentale, soit en elle-même, puisque tant de problèmes de cet ordre se posent aujourd'hui, dans la réalité de cette période, ce ne ils se sont toujours posés, et puis, puisque il me semble que là-dedans, nous avons la possibilité de pénétrer un peu plus loin dans le mécanisme mental, on pourrait dire "dialectique" si cette expression n'était pas tellement usée et ne couvrait pas n'importe quelle sorte d'expédients sentaux. C'est vraiment l'une des portes par lesquelles on peut arriver au secrarium du bolchévisme. On a trouvé maintenant, paraît-il, un sérum de vérité ; eh bien, on pourrait dire que cette question nous permet d'en employer un vis-à-vis des bolchéviques et surtout de Staline, parce que, il faut bien dire que Staline, dans la question nationale et coloniale, a joué un très grand rôle. Certes, il ne l'a pas inventé ; d'ailleurs Staline n'a rien inventé ; il a tout emprunté aux autres chefs du bolchévisme et, quand il en avait assez, il faisait comme certains insectes femelles qui tuent le mâle, une fois qu'elles sont satisfaites : quand il avait pris de ses camarades tout ce qu'ils pouvaient donner, alors il les faisait tuer et, de cette façon, il restait seul théoricien de l'ensemble.

Le nationalisme révolutionnaire a été étudié et traité particulièrement par Lénine. Si vous lisez les

articles de "Contre le Courant", le recueil des articles qu'il a publiés pendant la première guerre mondiale, dans des revues d'émigration, en Suisse et ailleurs avec Zinoviev, entre 1914 et 1916, vous voyez la place énorme que la question coloniale, ce qu'il appelait le colonialisme révolutionnaire, a pris dans l'idée et les perspectives politiques de Lénine. Quand Lénine se posait le problème d'une victoire révolutionnaire possible, déjà pendant la première guerre mondiale, il calculait qu'il était très difficile de battre les grands pays capitalistes qui étaient engagés dans la guerre, que, au fond, le terrain européen donc était très difficile, très ardu et qu'on ne pouvait pas y vaincre si on n'avait pas le secours d'autres forces.

La première de ces forces était naturellement celle du prolétariat révolutionnaire en Europe même, surtout le prolétariat allemand, comme je le disais hier. Mais la seconde force, presque décisive était le concours des pays d'Asie, d'Afrique et même d'Amérique latine, de tous les pays en somme qui avaient un régime qu'on appelait dépendant grâce auquel les bolchéviques pouvaient lancer des forces primitives, presqu'aveugles, contre la forteresse de l'italiste. Si on ne pouvait pas se battre avec le capitalisme, à armes égales, puisqu'il avait un degré de développement, une classe dirigeante plus puissante, on pouvait néanmoins se battre contre lui sur un autre

terrain : d'abord en Russie même où il y avait les masses paysannes et aussi en Asie, en Afrique, en Amérique latine, en mobilisant contre le capitalisme des forces populaires énormes, toute la masse de ces pays.

Quand la révolution russe est arrivée, d'abord celle de février puis celle d'octobre, les chefs bolchéviques se sont posé la question comment faire, après qu'ils eurent proclamé le "droit des peuples de disposer d'eux-mêmes", le droit à certaines libertés, même pour les peuples de la Russie, cette "prison des peuples, comme on disait au refoie de l'Empire autrichien. Il fallait, à n'en point douter, donner au moins dans la formule, la liberté et le droit de séparation à tous les peuples allogènes de l'Empire russe, de la Finlande jusqu'au Caucase.

Le droit de séparation a été utilisé par Lénine d'abord contre l'Empire russe, contre le Tsar, cela a été un moyen d'affaiblir le régime des tsaristes, en dressant contre lui, grâce à une poussée des sentiments nationaux des différents pays, les populations de la Finlande, des Pays baltes, de la Pologne etc...

Et cela a très bien réussi ; disons même que, au goût des bolchéviques, cela avait trop bien réussi, parce que les bolchéviques voulaient bien se servir de la question nationale contre le tsarisme, mais ne tenaient pas du tout à avoir contre eux un mouvement analogue et

de la même nature.

C'est ici qu'intervient le génie de Staline, cet homme qui avait une capacité étonnante de trouver des arguments et surtout les moyens matériels pour ne pas permettre que les principes du bolchévisme tirent à conséquence jusqu'à se retourner contre le pouvoir bolchévique Staline avait donc bien compris cela et il a trouvé une formule qui me paraît géniale ou, pour le moins, très habile. Il a dit, par exemple au Congrès du Parti communiste d'Ukraine qui a eu lieu en 1918, à un moment où il y avait encore la paix en Ukraine et où l'armée rouge se battait pour mettre la main sur l'Ukraine de façon définitive, cette formule ingénieuse : un naïf - ils sont rares, mais il y en a toujours - a dit - nous avons prôné la séparation et maintenant, pourquoi faisons-nous la guerre à l'Ukraine pour nous en emparer ? Et c'est en réponse à cette question naïve que Staline, pour la première fois, a adopté un argument qui m'a frappé d'admiration : il a dit : "Mais oui ! il y a bien le droit des peuples de se séparer; mais les peuples ne sont pas obligés de se séparer et si un peuple ne veut pas se séparer, nous ne le forcerons pas !...

Il suffit donc que, dans le mécanisme bolchévique, on crée, dans le parti d'une nationalité, une minorité communiste agissante et qui dise : nous ne voulons pas

nous séparer de la Russie et tout le problème du droit de séparation saute. Staline a répété cette formule si ingénieuse pendant toute sa vie. Je l'ai d'ailleurs retrouvée dans un discours de Duclos, au congrès communiste français le treizième je crois et j'ai souri en retrouvant cette bonne vieille formule de Staline : "Oui, nous sommes pour le droit des peuples de se séparer d'un autre peuple de nationalité différente, mais ne confondons pas droit de séparation et obligation ou même dévoir de séparation". Au contraire, les communistes ont le devoir d'empêcher la séparation quand il s'agit de se séparer de la Russie soviétique ou d'un système soviétique et Staline l'avait bien expliqué en 1918 déjà en Ukraine, en disant que la séparation de l'Ukraine était très bien quand l'Ukraine était un pays bourgeois, mais maintenant qu'elle allait vers les soviets et le communisme, ce n'était plus la même chose. A partir du moment où on a installé le pouvoir soviétique, le droit de séparation n'existe plus ; non seulement, il n'y a pas de devoir de séparation, mais la séparation ou même le désir de séparation devient un crime, l'un des crimes les plus graves qu'on puisse reprocher à un communiste de l'époque actuelle, dans les démocraties populaires. Qu'est-ce qu'un nationaliste bourgeois, la pire injure ? C'est celui qui veut la liberté même contre les Soviets. Donc même si c'est un communiste qui le désire, si ce sentiment national a des racines profondes dans le pays,

du moment qu'il opère contre la Russie soviétique, il cesse d'être un droit, il devient un crime. Le passage de "droit" à "crime" se fait par une date qui est celle de la prise de pouvoir des communistes. Cela me paraît un jeu assez habile, peut-être un expédient, mais un argument très clair en tout cas. Il n'y a plus de nationalisme en dehors du soviétisme.

Lénine en a donné une explication très claire : et savez-vous à qui ? A une délégation américaine d'ouvriers qui, en 1925 s'est rendue à Moscou et lui a demandé précisément des explications au sujet de ce droit de séparation . Il a dit : ou , nous sommes pour la liberté nationale mais..." la question nationale et coloniale est une partie du problème général du pouvoir et de la révolution prolétarienne". Pas d'autonomie spirituelle donc, ni matérielle ; il n'existe pas de droit autonome du droit national dans la théorie bolchéviste. Cela servira, s'il le faut, pour défendre cette pauvre souveraineté française si menacée par l'Amérique; mais le problème n'a aucune autonomie, puisqu'il est subordonné nettement au problème du pouvoir et de la révolution prolétarienne. C'est un des facteurs de la Révolution ; s'il sert à la révolution, alors Vive la Nation ! Mais s'il ne sert pas, la nation doit être supprimée, ligotée et subir les liens généraux du pouvoir.

C'est cette question qui, me semble-t-il, devrai

être bien éclairée aujourd'hui dans l'esprit de tout le monde, à un moment où le sentiment national et les problèmes nationaux sont à l'ordre du jour pour que, même ceux qui, pour des raisons nationales peuvent approuver - et je vous en donnerai des exemples concrets - certaines mesures soviétiques qui vont dans le sens de l'intérêt de tel ou tel pays n'oublient jamais que ces mesures sont contingentes, éphémères et provisoires. Il peut se faire que la Russie donne quelques dizaines de kilomètres de terres ; ce ne sera que pour vous reprendre, non seulement les terres données, mais bien plus, une partie bien plus grande de votre terre, en essayant d'arracher même les racines du sentiment national.

Il faut, vis-à-vis de ce problème, être sur ses gardes et savoir que, du côté soviétique, on peut fort bien utiliser le sentiment national dans l'intérêt de la Russie mais que, dans aucun texte communiste, on ne trouve la reconnaissance réelle du droit d'autonomie et de séparation nationale. Tout, dans le système est subordonné aux intérêts de la Révolution prolétarienne, c'est-à-dire aux intérêts de la soviétisation du monde. Si on perd de vue cette boussole, on ne parvient plus à s'orienter. Ceux qui parleront de Staline ou Malenkov comme de nationalistes tchèques ou polonais, ce seront des communistes qui utilisent le sentiment nationaliste comme instrument de travail comme matière première de leur construction ; ils l'utilisent

habilement - quelque fois aussi bêtement -. Ils peuvent obtenir que la direction de leur utilisation coïncide avec certains intérêts réels ou sentiments réels d'un pays donné; il n'y a pas toujours immédiatement opposition ; il peut y avoir, comme dit, coïncidence d'intérêts - j'insiste sur ce mot -, mais nous sommes dans le domaine du provisoire. Quelle que soit la nouvelle situation, elle est menacée profondément, par le fait que tout pays qui s'efforcerait de se soustraire à la juridiction soviétique et à l'intérêt soviétique est, par là même, menacé de mort.

Après avoir touché ce problème qui mériterait, évidemment, un plus large développement - j'ose espérer néanmoins que vous avez bien saisi le point central - je vais commencer mon voyage à travers l'Europe.

Je rappellerai tout de suite une chose : en 1917, au Congrès du parti social-démocrate finlandais, (à l'époque la scission n'était pas encore faite ; il y avait une gauche du parti pro-communiste et la majorité du parti qui était vraiment social-démocrate) Staline a fait un grand discours, une sorte de proclamation disant : "Mes amis, entre nous, il n'y a pas de problème ! La Finlande est indépendante et nous ne toucherons pas à cette indépendance. La Finlande est libre de disposer d'elle-même et de se séparer, si elle veut, de la Russie etc..." Mais, dans ce même discours, il se livrait à une attaque violente contre les socialistes de droite

c'est-à-dire les vrais sociaux-démocrates, en leur disant: Vous qui ne voulez pas des Soviets en Finlande, vous êtes des traitres ; vous êtes des vendus à la démocratie bourgeoise ; le parti social-démocrate doit se battre, au contraire, pour instaurer les Soviets en Finlande (il ne disait pas la Russie)". En même temps donc qu'il proclamait l'indépendance théorique de la Finlande et son absolu droit à la séparation, il donnait comme mot d'ordre la révolution soviétique. Que se serait-il passé si cette révolution avait triomphé ? Inutile, je crois, de vous le dire . Je ne rappellerai pas ici les événements connus sur lesquels il existe une large littérature. En fait, il y a eu lutte entre la gauche du parti qui était communisante, et qui voulait l'instauration des Soviets, un centre qui était hésitant et la droite qui était nettement contre. Vous connaissez les vicissitudes historiques qui ont fait échouer le projet communiste qui coïncidait avec Brest-Litovsk. Sans ces événements, il est certain que la Finlande serait devenue alors une République soviétique, faisant partie intégrante de la Russie.

Vous voyez donc le fonctionnement du système ; il est général : d'abord la proclamation de l'indépendance: séparez-vous si vous le voulez, nous n'interviendrons pas; nous avons un trop profond respect de la volonté des peuples; et si vous vous décidez à vous séparer de la Russie, nous sortirons peut-être nos mouchoirs, pour pleurer, mais

nous resterons amis. Deuxièmement, et dans le même temps, on organise la révolution de type soviétique dans le pays ; des armes sont envoyées précisément pour empêcher cette séparation. La séparation, acceptée de droit, doit être annulée par la soviétisation du pays et la soviétisation de la Finlande, entre autres, devait ramener à la Russie, ce pays auquel on avait fait, de si magnanime façon, cadeau de la liberté ! J'ai,dans un livre sur Staline d'un M. Isaac T..... pu lire que Staline avait fait preuve d'une grande magnanimité - je souligne le mot - en donnant à la liberté à la Finlande. Si Staline avait fait preuve de magnanimité, il est certain que l'auteur n'a pas fait preuve, là , d'objectivité (rires) ce qui n'est pas pardonnable étant donné que ce n'est pas quelqu'un qui puisse être accusé de ne pas connaître les faits ; il les connaît même très bien, mais il les interprète d'une façon qui me paraît pour le moins singulière. Je le répète : en même temps que Staline faisait cadeau de la liberté, il organisait avec son Commissariat et son Parti, la mainmise totale sur la Finlande, par le chemin de la révolution soviétique.

Nous ne devons jamais oublier cette double face du problème national. Dans la substance, pour les Russes, le problème national comme le problème de la liberté et de la démocratie, est un problème instrumental ; ce n'est jamais une question de principe qui détermine les événements. Suivant les intérêts russes, la question nationale devient un

bien suprême ou le crime le plus inexpiable.

Dans les Pays Baltes, nous avons un autre cas d'utilisation de ce procédé. Vous savez que, dans les pays baltes, il y avait une tendance à une certaine fédération ; les mots fédération et fédéralisme sont parmi les plus honnis par les Bolchéviks, aussi bien par Lénine que par Staline ; ils ont, pour tout ce qui est fédéralisme, une haine qui rappellerait presque, si les événements n'étaient pas tellement différents, la haine que les Jacobins avaient vouée aux Girondins, à l'époque de la Révolution française. Il y a donc eu des tentatives d'un bloc balte auxquelles la Finlande devait être favorable. Les Russes se sont battus à fond ; nous ne sommes pas là sur le terrain de l'idéologie pure ; loin de là ! La Pologne aussi était favorable à un bloc balte et la Russie l'a combattu violemment. Du reste, elle y a été aidée par l'attitude même de la Lithuanie, négative en cette circonstance, en raison de la question de Wilno. Wilno était occupée par la Pologne et la Russie, quand elle a occupé la Pologne, en 1939, a fait un beau cadeau à la Lithuanie : Wilno ! Je me souviens, à cette occasion, d'un texte de Molotov disant : "C'est bien la première fois qu'un grand pays restitue volontairement, à un autre pays, un territoire, après l'avoir occupé !" En effet, la Russie, en passant par la Pologne, avait occupé Wilno et maintenant, "généreusement" en

refaisait cadeau à la Lithuanie. Ce cadeau a désarmé le Gouvernement lithuanien de l'époque qui, poussé par son sentiment national s'est rapproché de la Russie et a beaucoup aidé aux manoeuvres russes de cette période, jusqu'à l'été 1940 où il a fini par disparaître .

Le système, ici encore, est identique : les Russes ont fait cadeau de Wilno à la Lithuanie et se sont emparés, peu après, de la Lithuanie tout entière avec Wilno; quelle générosité ! quelle magnanimité ! Le cadeau datait de fin 1939 et en juillet1940 le cadeau était retourné aux mains des Russes, y compris celui qui l'avait reçu : la Lithuanie elle-même.

Pour la Pologne On sait que les rapports avec la Russie ont été - nous sommes toujours entre 1917 et 1939 , je ne vais pas plus loin - très mauvais. Vous savez qu'on a reproché à la Pologne de ne pas avoir voulu laisser passer les troupes soviétiques en Pologne au cours des pourparlers qui ont eu lieu au printemps 1939 et où il s'agissait de savoir par quel chemin la Russie pouvait venir en aide à la Pologne et aux Alliés. Je ne toucherai pas au fond du problème, il est très compliqué Personnellement je suis persuadé - et je crois l'avoir démontré - que jamais la Russie n'avait la moindre intention d'aller porter aide à la Pologne ou aux Alliés. Mais supposons que vraiment la faute ait été sans partage aux

Polonais, est-ce qu'ils n'avaient pas quelques raisons de se méfier ? Quand les troupes russes avançaient vers Varsovie nous en avons parlé hier, entre la frontière polonaise et le point auquel les armées russes sont arrivées, que s'était-il passé ? Les commissaires de l'armée avaient créé, tout le long du chemin, des soviets polonais, des soviets locaux qui devaient former le nouveau pouvoir . En d'autres termes, si les Russes avaient pu rester en Pologne, nous aurions eu une transformation du régime polonais, finissant par donner toute la Pologne à la Russie.

C'est là un thème immense auquel il faudrait consacrer un exposé spécial. Je ne toucherai que deux points : l'histoire de Katyn et le projet de fédération polono-tchèque

Les documents prouvent, sans aucun doute possible, que les huit ou neuf mille officiers polonais qui ont été massacrés à Katyn, l'ont été par les soviétiques. Cela ne veut nullement dire que les Allemands n'auraient pas été capables d'en faire autant ; cela est une autre histoire. Mais ce sont les Russes qui l'ont fait. Pourquoi l'ont-ils fait ? Par cruauté ? Je vais vous révéler un secret concernant Staline : Staline n'était pas cruel ! L'homme cruel fait le mal pour le mal. Mais Staline, lui, faisait mieux il était plus fort ; il ne tuait que quand il y avait vraiment intérêt à tuer. Ce n'était pas un sadique.

Quelque fois, dans une certaine effroyable presse de propagande anti-soviétique, on parle du sadisme de Staline ; oh, non c'est une politique très intelligente, cohérente qu'il a menée. Hitler était un sadique et dans tout son entourage, il y avait du sadisme ; il suffit de relire les discours de Hitler ou ce qui reste du Journal de Goebbels pour trouver dans le national socialisme un élément indéniable de sadisme, sans même parler des crimes des camps de concentration et des tragédies de déportation. Je ne dis pas que tel ou tel policier russe n'ait pas eu quelque penchant vers le sadisme, mais dans la politique russe en tant que telle, il n'y a pas eu de sadisme ; le sadisme n'entre pas comme facteur politique, parce que ce serait une faiblesse et les dirigeants russes l'ont compris. Si pour la politique de Staline, il fallait tuer un million d'hommes, il donnait l'ordre sans aucune hésitation; pour lui, c'était une question arithmétique : combien faut-il envoyer d'hommes à la mort ? Un million ? Bon ! Mais alors il n'en sacrifiera pas un million et un. Si, par contre, il en faut quatre millions, il en donnera aussi facilement quatre millions. Pourquoi a-t-on tué ces officiers polonais ? Je propose une interprétation qui s'est confirmée en moi quand j'ai lu le récit de la visite de Sikorski à Moscou et autres documents de ce genre : Staline, en tuant huit mille officiers polonais, a voulu détruire une partie de la classe dirigeante de Pologne. L'armée, en Pologne, était un des cadres dirigeants de la nation d'où pouvait partir la résistance. Du reste,

dans les Pays Baltes, il a fait la même chose. Faire une saignée de tels gens, ce n'était pas une cruauté, mais un calcul politique bien déterminé. Il en a tué huit mille, parce qu'il n'en avait que huit mille à sa disposition ; il en aurait eu davantage, il en aurait tué davantage. Mais j'insiste sur le fait que ce sont des raisons purement politiques, la raison d'état qui a déterminé ce massacre qui est une des choses les plus effroyables que l'histoire a enregistrées et qui devrait être mis sur le même niveau que les massacres d'Auschwitz et de Mauthausen.

Troisième point : la question de la fédération tchèque. Je parlerai de la fédération polono-tchèque en parlant de la Tchécoslovaquie, parce que c'est de là que l'initiative est partie.

Peu de rapports du régime avec la Hongrie jusqu'à la guerre. La Hongrie a vécu, depuis 1919 dans la hantise de la révolution de Bela Kuhn. Je ne discute pas de questions plus générales ; il y aurait beaucoup à dire; mais ce qu'on a appelé la révolution de Hongrie de mars 1919 et tout le régime de Bela Kuhn a laissé en Hongrie de tels sentiments qu'ils ont servi à nourrir la haine anti-russe et même anti-gauche, au moins jusqu'à la guerre et même au-delà. Le régime de Béla Kuhn a déterminé la destinée de la Hongrie et son attitude politique pendant de longues années J'ai connu Bela Kuhn. J'aime autant vous dire que, en

principe, je n'aurais guère aimé vivre sous un régime gouverné par lui. Il a été exécuté en Russie, parce qu'il se croyait un grand homme, chef de la révolution hongroise ; il a ennuyé les gens et puis surtout, voyez-vous, il s'est trompé. Vers la fin de 1928, à un Comité Central du parti communiste russe auquel on a traité la question agraire russe et du plan quinquennal ; quoique Boukharine n'y ait pas participé on voyait que le conflit s'élevait entre Staline et Boukharine et la chose s'est terminée par un compromis. Bela Kuhn, me rencontrant, me pose la main sur l'épaule et me dit : tu as de la chance, tu as gagné ... J'étais en effet un ami de Boukharine et soutenais plutot sa tendance. Bela Kuhn a cru à ce moment qu'il y avait un retour de flamme en faveur de Boukharine et c'est pourquoi il m'avait dit ces paroles étonnantes : tu as gagné ! Il s'est dit sans doute : il voudrait mieux que je gagne, moi aussi et a pris quelques attitudes en faveur de Boukharine dans des discours notamment. Mais il s'était trompé et il a payé cette erreur d'interprétation Je dois dire que je m'en suis tiré mieux que lui ...

La Tchécoslovaquie était le seul pays d'Europe Centrale où il y avait un grand parti communiste vraiment très fort, parti dirigé par Sm..... qui a joué un rôle important dans l'Internationale Communiste. C'était donc à l'origine un grand parti communiste qui a peu à peu diminué d'importance, remplacé qu'il fut par le parti socialiste.

Qu'y avait-il en Tchécoslovaquie ? D'abord une classe dirigeante et un parti qui était le parti de Benes, socialiste national bien organisé, avec une idéologie, celle de Thomas Mazarick qui se rapprochait de l'idéologie des socialistes révolutionnaires de Russie. Le parti socialiste devenait plus fort à mesure que le parti communiste perdait de son importance. Il est encore trop tôt pour faire un bilan du bien et du mal que Benes a pu faire à son pays; des mémoires, des documents importants sont encore gardés à Londres et pourront peut-être un jour nous aider à faire le point. J'ai fait de nombreuses tentatives pour essayer de faire lire les manuscrits de Londres ; je n'y ai pas réussi; ils sont trop jalousement gardés, mais là n'est pas la question. Quel a été l'apport de Benes ? C'est surtout l'idée du Pont, idée reprise plus tard d'ailleurs, à la période des démocraties populaires. La Tchécoslovaquie était un pays qui devait, selon lui, jouer le rôle d'un pont entre l'Occident et l'Orient. C'est là une idée que j'ai entendu défendre avant la guerre et qui me semble avoir une nouvelle fortune en France, dans certains milieux ; jusqu'à présent, elle n'a pas porté chance à ceux qui l'ont embrassée. La deuxième idée de Mazarick était celle d'une fédération tchéco-polonaise qui a été fortement débattue dans les milieux tchèques et polonais à Londres, à partir de 1941. C'était, à mon avis, une idée excellente qui aurait changé toute la structure de l'Europe orientale. Malheureusement, quand l'idée avait fait

assez de progrès - et évidemment, si vous mettez dix Tchèques et dix Polonais ensemble, avant qu'ils ne se mettent d'accord, il faut laisser passer du temps - Benes a eu la malencontreuse idée d'aller à Moscou, pour arriver le premier à faire le pont, pour être "l'homme qui a fait le pont"; les Anglais, les Français et les Américains lui avaient déconseillé le voyage à Moscou d'octobre 1943, mais il tenait trop à être le premier à faire ce pont et la première condition que Staline lui a posée a été : pas de fédération tchéco-polonaise. En quoi cette fédération aurait-elle empêché de faire le pont ? Au contraire, il aurait été plus solide; mais c'est ce que Staline ne voulait pas. Benes a cédé et a renoncé à la fédération polono-tchèque et cela a été une bien triste décision. Il a rétrocédé la Ruthénie à Staline et ceci encore était moins grave que le fait de renoncer à la fédération.

Quelques mots sur <u>la Yougoslavie</u> : La Yougoslavie me force de poser un problème pour les pays balkaniques, un problème général. Ce pays était à majorité paysanne, sauf la partie en Yougoslavie, la partie de Zagreb où il y avait une vieille industrie bourgeoise qu , au fond, était très peu balkanique, le reste de la Yougoslavie, la Roumanie, la Bulgarie et même la Hongrie et l'Albanie avaient une économi et une société où la paysannerie jouait, siron le rôle le plus grand, en tous cas, un rôle extrêmement important, de sorte que le mot d'ordre de Moscou était : traiter la

question paysanne avant tout ; ils savaient que par la question paysanne, en liant cette question à la question nationale ils seraient arrivés à diriger les pays. En effet, regardez quels sont les hommes qui se sont rapprochés de Moscou à cette époque : vous constatez que c'étaient les chefs des partis paysans de ces pays. Le parti paysan croate était dirigé par Stefan Raditch, membre du Parlement serbe où d'ailleurs quelqu'un l'a tué d'un coup de revolver ; il a été à Moscou en 1926. Les paysans bulgares étaient avec Stambuliski, assassiné, lui aussi, en 1923, après le coup d'état de Tsankov. En Roumanie, vous aviez les éléments libéraux paysans de Maniu et, même en Albanie, on a soutenu que F..... qui était prêtre catholique, quand il a fait sa petite révolution, en 1924, chassant Ahmed Zogou du pouvoir, l'a faite au nom de l'indépendance albanaise et des forces paysannes, dans un pays d'une économie rurale.

C'était là la politique, le jeu de Moscou, dans les pays balkaniques. Les Russes travaillaient avec les pions des partis paysans de ces pays et c'est d'ailleurs une politique que nous retrouverons après la guerre, puisqu'elle avait très vien réussi.

Un petit mot sur la Bulgarie : Stambuliski a été assassiné ; j'étais à Moscou à ce moment ; il y avait eu la bombe dans la Cathédrale de Ste. Sophie. Cette bombe a-t-elle

été décidée par Moscou même ? Personnellement, je n'en suis pas sûr ; par des communistes, certainement ; mais la distinction entre les communistes et les terroristes dans ces pays n'est pas toujours très nette ; en tout cas, il y a eu la bombe et il y a eu l'assassinat de Stambuliski. Les communistes du pays, les communistes balkans ont manqué d'intelligence parce qu'ils ont dit : Stambuliski était un faciste - tout le monde est faciste qui n'est pas communiste Tsankov l'a abattu, tant pis pour lui ! Mais, à Moscou, on s'est beaucoup irrité à la suite de cette politique et celui qui était à ce moment le représentant du parti communiste bulgare à Moscou et le chef moral Kolarov, a envoyé télégramme sur télégramme pour dire : Idiots, mais il faut se battre pour Stambuliski contre Tsankov ; en ce moment, notre intérêt est de soutenir Stambuliski ; il ne faut pas le tuer tout de suite, attendons un peu ; on le tuera plus tard .... Malheureusement les conseils de Moscou sont arrivés trop tard. Le sort de la Bulgarie a été décidé à partir de ce moment par le coup de Tsankov, avec quelques variations certes mais telle que nous la retrouverons pendant la guerre mondiale.

Je laisse de côté la question de la Roumanie dont j'ai dit que le problème du parti paysan était un problème décisif ; Maniu était favorable à un accord avec la Russie un rapprochement ; mais il ne voulait pas lui donner la

Bessarabie, certes, mais il aurait aimé une entente amicale. Il était donc, dans ce sens, sur un chemin presque parallèle à celui de Titulesco. Ce parti n'a pu prévaloir et nous avons vu une autre évolution de la situation roumaine qui, comme la situation bulgare, mériterait une série de développements mais je ne puis me permettre d'aller jusque là.

Pour la Bulgarie, il faut noter encore une chose: c'est l'insistance avec laquelle les Russes ont appuyé les revendications bulgares sur l'Egée. Nous possédons le rapport des conversations entre Hitler Molotov et Ribbentrop en 1940 et il ne faut pas oublier ce paradoxe que la Russie était prête à adhérer au Pacte anti-kommintern, si Hitler lui avait fait les concessions nécessiares ; mais Hitler les jugeait trop fortes ; il voulait bien laisser les mains libres en Asie mais ne voulait plus rien donner en Europe de ce que convoitait la Russie : la Hongrie, la Roumanie, les Balkans. Mais ce qui est certain c'est que, dans les pires situations, la Russie a toujours soutenu la Bulgarie dans sa revendication concernant l'Egée. N'oublions pas la question des détroits : la Turquie n'a jamais voulu réviser la Convention de Montreux et la Russie n'arrivait pas à résoudre à son avantage cette question vitale des détroits Mais elle avait une possibilité d d'atteindre la Mediterranée autrement : on passait par la Bulgarie qui, ayant le débouché sur l'Egée offrait à la Russie ce chemin vers la mer. Plus n'était besoin des détroits. C'est la raison

pour laquelle la Russie a toujours soutenu les revendications bulgares dans l'Egée ; elle se disait qu'un jour ou l'autre - et c'est ce qui est arrivé - je mettrai la main sur la Bulgarie et j'aurai ainsi mon port sur l'Egée.

Quelques mots sur l'Albanie : on ne connaît pas grand chose de l'Albanie, à part cette révolte de F..... qui a chassé Ahmed Zogou, lequel est revenu d'ailleurs deux ans après. Mais la Russie s'est toujours beaucoup occupée de l'Albanie et je vais vous raconter encore une fois, une petite expérience personnelle : en 1925 ou 26, je suis allé visiter une Académie Militaire de Léningrad où il y avait des jeunes gens de tous les pays, des soviétiques évidemment mais des jeunes aussi des pays non-russes qui se préparaient à devenir officiers. Le parti italien aussi y avait un certain nombre et j'y suis allé pour régler d'ailleurs de petites histoires administraives concernant ces élèves officiers italiens ; j'en ai connu certains ; un bon nombre est passé en Espagne à l'époque de la guerre civile et y ont joué un rôle assez important. Un jeune homme m'aborda là en italien: c'était un officier albanais un élève officier d'ailleurs remarquablement intelligent. J'ai discuté avec lui de la question politique de son pays : c'était vraiment quelqu'un ! Dès ce moment donc, la Russie préparait pour l'Albanie qui n'avait pas d'armée, des cadres militaires et politiques qui auraient été utilisés, le moment venu. Mais ceci nous prouve que, même pour un si petit pays comme l'Albanie, la Russie

ne négligeait rien. Ils faisaient des carrosses à F.... au nom de la liberté de religion, mais, en même temps, à Leningrad, ils préparaient des groupes d'officiers albanais ; c'étaient des officiers d'un type quelque peu acphibie : mi-politique, mi-militaire. On ne savait jamais très bien si on avait à faire à un chef politique ou à un technicien militaire et c'était la bonne formule parce que, de cette façon, ils préparaient en même temps des cadres militaires et politiques destinés à un pays dans lequel ils n'avaient pas de représentation soviétique, cadres politico-militaires aptes à fournir les nouveaux cadres d'une nation, une fois qu'elle serait dans l'orbite soviétique. J'ai vu des photos de chefs albanais ; j'y ai cherché non je ne te ne de Leningrad ; j'ai cru, à un moment donné, trouver une ressemblance ; mon souvenir était trop vague pour que je puisse être affirmatif. Mais qu'importe : le fait est là - et je terminerai ma conférence là-dessus pendant la période allant jusqu'à la guerre mondiale, la Russie a préparé, pour des destinations et des missions dont elle seule avait la décision, toute une série d'officiers et d'élèves officiers de tous les pays dont elle voulait s'emparer, en cas de nécessité. Ces officiers et élèves-officiers étaient sous l'autorité russe ; je me souviens que, pour une raison ou une autre, on a voulu sortir de cette école, un officier italien qui s'y trouvait : la chose a été extrêmement difficile.

Cet aspect de l'activité confirme la thèse que j'ai soutenue dans la leçon d'hier, à savoir que l'Internationale Communiste ne jouait à peu près aucun rôle dans la préparation des cadres révolutionnaires pour les activités que la Russie se proposait elle-même. Elle écrémait des différents pays et des partis communistes, des éléments qui lui semblaient favorables et les transformait en militaires russes, en militaires soviétiques ayant perdu toute citoyenneté de leur pays d'origine et n'ayant plus de subordination, même pas à leur parti politique, pas même à l'Internationale Communiste. Cette idée complète mon exposé d'hier quant à la nature de l'Internationale Communiste et ses rapports avec l'action révolutionnaire du parti bolchévique.

MINISTERO ARCHIVIO DELLA RESISTENZA

COURS SUR LE COMMUNISME

par M. A.ROSSI

troisième conférence

Chers amis,

BIBLIOTECA ARCHIVIO GIUSEPPE SARAGAT

Nous voici arrivés à la dernière étape de... votre calvaire.

La période que nous abordons est celle qui va de 1944 à l'époque actuelle ; on pourrait l'appeler l'"ère des démocraties populaires". Un certain nombre d'ouvrages ont été consacrés à ce sujet. Il y en a deux que je citerai : l'un publié en France : "L'Histoire des Démocraties Populaires" de François Fe..... et un autre de Kr..... écrit en anglais mais qui est traduit en français. Ce sont deux ouvrages importants sur ce sujet. J'ajouterai que j'ai écrit moi-même un article intitulé "Les théories des démocraties populaires" publié dans "Preuves".

Dans le livre de L. F..... qui est remarquable par certains côtés - et beaucoup moins par d'autres - on construit une interprétation historique qui elle est absolument fausse. Il affirme que tout allait à peu près très bien en Europe entre 1944 et le début de 1947. Les choses se seraient gâtées alors parce qu'il y a eu un raidissement du côté soviétique, en relation, dit-il, à un certain raidissement qui se serait produit du côté anglo-américain; et alors, à partir de la fin 1946 et surtout du début de 1947, le paradis s'est transformé brusquement en enfer, par une sorte de double raidissement. Je vous mets en garde, en général, contre toutes les formules qui, trop facilement, découvrent des tournants, des raidissements et des fléchissements. Souvent, lorsqu'on ne connaît pas une chose, on se donner l'air de la connaître, en disant qu'il y a eu un trounant; on ne sait pas trop ce qu'il y a eu avant et encore moins ce qu'il y a eu après, mais les gens sont contents quand ils entendent qu'il y a eu un tournant. Pour les raidissements, c'est la même chose. La Russie a connu le raidissement à l'époque de Staline, puis un fléchissement à l'époque de Molotov, et, de temps en temps, un journaliste qui n'a pas de copite à sa disposition, découvre qu'il y a un nouveau raidissement, de sorte que, de raidissement en fléchissement et de fléchissement en raidissement, la Russie s'compare du monde et on se demande pourquoi.

Il n'y a pas eu, en Europe, un véritable raidissement ayant commencé à la fin de 1946 ou 1948.

Par une étude historique assez poussée que j'ai eu l'occasion - et le loisir - de faire sur les événements européens datant d'après la deuxième guerre mondiale, je suis arrivé à une conclusion qui ne coïncide pas, comme vous verrez, avec la thèse de M. Mo..... Selon moi, les Russes n'ont jamais changé de politique, ni en 1944 ni en 1945 ; c'est toujours la même politique qu'ils ont adaptée aux circonstances, en poursuivant un même but, en se donnant un même objectif, en prenant quelque fois une voie plus directe, une autre fois la manière douce, mais avec le ressort d'une implacable volonté. En 1944, à l'époque où tout le monde, semble-t-il était d'accord - et c'est dommage que l'orage soit venu deux ans après sans qu'on sache trop pourquoi ! - nous avons un test précis qui est celui de la Pologne :

A aucun moment, la Russie n'a eu l'intention de laisser établir en Pologne un Gouvernement qui ne fût pas entièrement dans sa commission. On a parlé de démocratie, bien entendu ! Cela me fait penser à Anatole France : dans "l'Ile des Pingouins", il y a une conversation entre un Jésuite et un monarchiste fanatique. Ce monarchiste fanatique, prêt à toutes les luttes, voulait établir la monarchie en France et le Père Jésuite lui dit : "Mais, malheureux ! Vous ne savez donc pas que si vous voulez établir la monarchie en France, vous devez le faire sous le titre de République ? Ne prononcez pas ce mot ; parlez de République et vous ferez la monarchie ! " Staline, qui n'avait sans doute pas lu l'Ile des Pingouins n'a parlé de démocratie que pour mieux

installer la dictature. Il n'a certes pas dit qu'il voulait priver la Pologne de son indépendance; il a toujours voulu que la démocratie y coule à pleins bords, mais, en réalité, il a mis la main sur la Pologne et cela de la façon que vous savez. Le Gouvernement de Lublin a été créé de toutes pièces par Moscou, par les émigrés polonais qui étaient à Moscou et qui étaient, eux aussi, des rescapés, parce que le parti communiste polonais a été un de ceux qui a subi l'épuration la plus radicale. Il a été formé un mois avant Yalta, en janvier 1945 ; à Yalta, comme vous savez aussi, on expliquera que les trois grandes puissances feront tout pour établir la démocratie dans ces pays. Un mois après Yalta, la Russie reconnaît officiellement le Gouvernement de Lublin et fait de ce Gouvernement la pièce maîtresse de toute sa construction en Pologne. Il y avait à Londres un Gouvernement exilé qui avait dirigé la résistance intérieure en Pologne. A Yalta on a dit : il faut combiner ces deux gouvernements ; faisons une synthèse et la façon de faire cette synthèse a été la suivante : aucun membre du Gouvernement en exil n'a pu collaborer sérieusement avec le Gouvernement de Lublin. Seize malheureux dirigeants ont été invités à aller à Moscou. Ils y ont été arrêtés. Nous avons le livre de St... qui raconte ses aventures et celles de ses compagnons. Ils ont été emprisonnés tous les seize et St.... nous raconte ce qui leur est arrivé. A un certain moment

on a laissé participer à ce Gouvernement de Lublin, le chef du parti paysan Mikailovitch qui, heureusement, a réussi à fuir clandestinement ce pays qu'il était censé gouverner ; de cette façon, il a sauvé, d'abord sa vie et aussi un certain avenir politique. Tout cela s'est passé entre 1944 et le début de 1947. A ce moment le sort de la Pologne était réglé. Ce fut alors l'heure des persécutions contre le parti paysan et tous les partis en général. Il y eut la nomination de Rokochoxski à la tête de l'armée polonaise, c'est-à-dire, pratiquement, la subordination totale même de l'armée polonaise qui, par tradition, était un des éléments de la résistance polonaise, élément auquel, il est vrai, on avait coupé la tête par les massacres de Katyn. Puis, le processus s'est accéléré. Tout cela ne cadre pas du tout, comme vous voyez avec le tableau chronologique et pseudo-historique de M. F..... .

Si nous passons à d'autres pays, à la Roumanie par exemple, nous constatons que les choses se sont passé encore plus vite. La Conférence de Yalta a eu lieu en février 1945. Or, le 3 mars, trois semaines donc après cette conférence de Yalta qui avait proclamé le triomphe de la démocratie dans ces pays, Vichinski arrivait à Bucarest, ordonnant au Roi Michel de se séparer du Général Radescu qui avait le tort d'être fidèle au roi d'abord et à certaines idées sur l'indépendance nationale roumaine. Il est par-

d'abord ; après ce sera le tour du Roi. Radescu fut remplacé par le Gouvernement Grozza et, là aussi, avec cette installation, la courbe de la destinée roumaine, dans la mesure où elle s'insère dans le processus des créations des démocraties populaires, est achevé. Cela s'achève en mars 1945. Entre la fin 1944 et mars 1945 tout était révolu. Pour deux destins donc de grands pays de l'Europe orientale, le dessin historique de M. F.... ne cadre pas.

Je m'arrêterai un instant sur la Roumanie pour souligner deux choses qui ont une certaine importance : la question qui opposait Roumains et Hongrois à l'époque était, comme vous savez, la question de la Transylvanie. Le Gouvernement Radescu avait demandé aux Russes et aux Alliés la restitution de la Transylvanie du Nord à la Roumanie, c'est-à-dire l'annulation des mesures qui avaient été prises en 1940 au moment du fameux arbitrage de Vienne exercé par Hitler et par Ciano, au sujet du conflit hongaro-roumain ; dès que Radescu a quitté le gouvernement et que Grozza s'est installé, la Russie qui n'avait rien voulu savoir jusqu'alors a décidé que la Transylvanie du Nord reviendrait à la Roumanie. On a invoqué l'intefet historique, l'esprit de justice. Staline ne s'occupe pas de cela ; la raison était plus simple : comme le Gouvernement Grozza était un gouvernement à sa dévotion et comme la situation faite au roi avait froissé quelque peu le sentiment national d'une partie de la

population roumaine Staline a voulu assurer à Grosza une victoire de prestige, un succès de type nationaliste pour renforcer la popularité du Gouvernement. En Effet la Russie a attendu l'installation d'un gouvernement pro-soviétique pour donner cette soi-disant satisfaction nationaliste et elle ne l'a fait que pour assurer plus de popularité à ce Gouvernement dont elle avait besoin pour assurer ses plans. Ce qui s'est passé après.... comme toujours ! C'est toute la Roumanie avec la Transylvanie du Nord qui est tombée sous la coupe soviétique.

Il y a un autre phénomène assez curieux qui s'est produit aussi bien en Roumanie qu'en Bulgarie. Les partis paysans jouaient, comme vous savez un rôle important dans ces pays ; il y avait un courant de droite et un courant de gauche La Russie soviétique en Roumanie mais surtout en Bulgarie ne s'est pas appuyée sur la fraction gauche du parti ; elle s'est appuyée sur les éléments paysans de droite, l'aile qu'on pouvait appeler "faciste". L'élément de gauche était plus enraciné dans les couches paysannes et Moscou, à ce moment là, joue droite contre gauche, se méfiant des éléments de gauche qui sont plus près du climat paysan, pour toutes sortes de raisons et pourraient pour cela contre-carrer son influence ; Moscou s'allie donc aux éléments de droite pour battre les éléments de gauche qui ne seraient pas assez dociles. Cette utilisation d'éléments directement opposés au communisme, facistes ou collaborateurs au pire sens du mot

est un procédé fréquemment employé par les Russes, en Roumanie, en Hongrie, en Bulgarie ; pour Staline, le passé des gens ne compte pas ; il tient leur dossier à jour pour avoir toujours une main sur eux ; ce qu'il faut c'est que, dans le moment ils rendent service, qu'ils contribuent à la manoeuvre communiste. Quelle importance qu'ils soient de gauche ou de droite ; qu'importe ce qu'ils pensent ; pourvu qu'ils servent, qu'ils soient utiles. Il ne faut pas oublier cet aspect de la technique bolchévique dont ils ont fait un outil d'accélération du mouvement vers le pouvoir . Si on trouve un homme de droite, on le prendra même plus volontiers comme outil; il rendra mieux ; en effet, tout le monde se dira : mais c'est un homme de droite ! Il est Roumain, ou Hongrois, cent pour cent ; c'est un nationaliste , un patriote rassurant De ce fait, il est mieux utilisable ; c'est une monnaie qui circule mieux que l'autre pendant quelques jours, quelques semaines s'il le faut - de nombreux mois même en Bulgarie - mais jamais plus d'un ou deux ans. Ils finissent tous après dans le même panier et, ne prononçant ce mot, j'évoque les paniers de la Révolution française. Voilà donc une autre technique bolchévique pour la prise du pouvoir

Je dirai encore quelques mots de la Hongrie ; il est bon que nous nous rendions compte quelles sont les recettes par lesquelles les peuples d'Europe ont été cuisinés ! Lénine disait une fois de Staline, dans son fameux Testament "Je crains qu'il ne prépare des plats trop épicés". Le plat

est en effet toujours épicé à la fin, mais pour bien l'accommoder, Staline n'hésite pas à ajouter quand il le faut, un peu de sucre au cours de la préparation. Ainsi, pour la Hongrie, à une période idyllique en a succédé une autre qui l'était beaucoup moins. En Hongrie, le parti des petits propriétaires était un grand parti ; aux élections de 1945 il a eu, à lui seul, 56 % des voix ; il avait donc la majorité absolue, malgré la présence des troupes soviétiques et les agissements du parti communiste. Comment se fait-il qu'un tel parti perde le pouvoir au bout de quelques mois au profit du parti communiste ? Il ne saurait être question d'une subite incompatibilité de caractère ; il y a là un processus plus complexe sur lequel je vais insister quelque peu car cette expérience s'est répétée dans plusieurs pays et nul ne saurait dire qu'elle ne se répètera pas ailleurs encore. Or, n'est-ce pas c'est une satisfaction de savoir à quelle sauce on va être mangé ! L'intelligence humaine, dans ses plus hautes expressions éprouve le besoin de savoir, ~~[illegible]~~ comment , un jour, elle sera dévorée

Il y a eu plusieurs éléments qui ont permis d'accélérer le processus cher aux démocraties populaires. Il y a eu des différences de rythme suivant la situation internationale, mais il y a eu, je vous le répète, processus ininterrompu qui apparaît dès la fin de l'année 1944 et qui ne connaîtra jamais d'interruption ni de contradiction. Il y a eu d'abord l'occupation soviétique qui a joué son

rôle et un rôle important. Il est évident que si les Anglo-américains avaient gardé des troupes d'occupation dans les pays d'Europe orientale, les choses ne se seraient pas déroulées de cette façon. Les Russes ne croient pas à autre chose qu'à la force. Ils se trouvaient là dans un immense champ où ils pouvaient déployer leur activité, où ils ne rencontraient rien qui était contre eux, sinon la déclaration de Yalta , un papier qu'ils avaient dans la poche et qui ne les gênait pas beaucoup. Ils avaient là leurs troupes sur place. Les Russes pratiquent une politique de présence et de présence réelle. Ils la pratiquent sous deux formes : d'abord l'occupation militaire et ensuite la présence du parti communiste dont les Russes accélèrent à un certain moment, le développement, dans le pays qui les intéresse. Ce n'est donc pas seulement une force étrangère qui opère et qui ne trouve devant elle aucun barrage; en plus, à l'intérieur du pays, les Russes sont présents à travers le parti communiste et je dirai que cette présence est au moins aussi importante et efficace que la présence des armées soviétiques. Nos amis anglo-saxons ont oublié une seule chose : ils n'avaient pas de représentants à l'intérieur du pays et les élections "libres" donnaient les résultats que vous connaissez. Je parle de forces politiques organisées ; Certains partis comme le parti paysan de Pologne comme le parti national-socialiste en Tchéco-Slovaquie avaient une mentalité occidentale et espéraient en l'Amérique

pleins de confiance; mais sur place, les Américains et les Anglais n'avaient pas leur "parti" jouant comme un rouage de leur politique et de leur état, donc suivant les nécessités de la manoeuvre politique. Les Russes, eux, par contre, étaient sur place sous une forme envahissante et réelle. Cette idée que le parti communiste est un parti comme un autre qui mélangé à trois ou quatre autres partis ne présente plus de danger est une illusion. Le parti communiste n'est pas un parti comme les autres; il ne reconnaît jamais aucun fait accompli; les votes, les élections sont leur moindre souci. En Hongrie, comme dit, les petits propriétaires avaient la majorité absolue; cela n'a pas empêché le parti communiste de s'emparer du pouvoir. Le parti communiste, dans chaque pays, est un instrument spécifique de la politique soviétique et cela donne à la Russie, dans son action, une supériorité incontestable sur les autres partenaires ex-alliés, qui avaient aussi leurs représentants sur place, mais des représentants diplomatiques dans les meilleures traditions démocratiques. L'ambassadeur américain, qui était à Bucarest ou en Pologne, l'ambassadeur anglais, qui était à Budapest allaient, les uns et les autres, faire des visites de courtoisie à l'ambassadeur russe du même pays ou à Moscou en disant : "Tout de même vous allez un peu fort!" Les réponses qu'ils recevaient étaient formulées dans les termes les plus rassurants possibles; on promettait; on promettait

n'importe quoi. L'ambassadeur rentrait à son ambassade, faisait un beau rapport à son Gouvernement; le Gouvernement passait ce rapport à un bureau, qui le passait à un autre bureau; les experts y travaillaient pendant 15 jours et finalement, lecture et digestion étant achevées, on prenait la décision que tel parti ou tel autre devait être sauvé. Au moment où cette nouvelle importante parvenait à l'ambassadeur intéressé, le parti en question était depuis longtemps dissous. Toute démarche à ce sujet devenait inutile et la même situation recommençait à son début sur un autre problème, problèmes sur lesquels les Alliés n'avaient plus aucune prise.

Voilà le mécanisme qui joue quand on laisse dans un pays se développer un parti communiste. On ouvre la porte à l'influence soviétique et tout le jeu démocratique est faussé; ce n'est pas seulement le jeu démocratique qui est faussé, mais encore le jeu politique parce que les communistes ne sont pas un parti politique; c'est un parti, une force réelle, qui, dans tous les domaines, fait sien les intérêts de la Russie et les défend souvent d'une façon intelligente.

La tragédie des démocraties populaires est le démenti le plus flagrant, le plus poignant de l'écart qu'il y a entre les formules qui ne sont pas accompagnées d'une force qui les appuie et les autres. Machiavel aimait les prophètes, ceux-ci n'étaient rien, sans armes : " gare aux prophètes désarmés" . C'est là une formule que tous

les gens qui ont subi le régime soviétique ou la menace soviétique ne peuvent oublier. Certes les prophéties peuvent être brillantes, géniales même, mais les prophètes désarmés sont éliminés par l'implacable courant de l'histoire ; et celui qui se laisse prendre désarmé dans une situation quelconque est fatalement battu; et quand je dis désarmé, je n'entends pas seulement là le matériel, les fusils ou les canons, je pense aussi et quelque fois surtout à l'arme idéologique, à la conviction. Quand la classe des jeunes d'un pays n'a plus confiance en elle-même, quand elle perd la notion de son devoir de classe dirigeante, le pays est perdu, indépendamment des rapports de force qui sont des rapports qui se modifient . On a étudié la psychologie du fascisme et du national-socialisme et on a constaté que dans l'écroulement d'un régime comme dans sa victoire, l'élément prépondérant était la confiance, ce que Benda a appelé "la trahison des clercs". Les dirigeants, les intellectuels abandonnent le sentiment des valeurs qu'ils sont chargés de défendre, ils renoncent à la lutte ou, pire encore, laissent adultérer ces valeurs et permettent, grâce à des formules sophistiquées , superficielles de la démocratie que se fasse le passage à la dictature. C'est là un élément essentiel. Il faut que la classe dirigeante du pays, le plus large nombre possible d'éléments de citoyens soient armés matériellement peut-être, mais surtout spirituellement les deux choses sont absolument indissolubles et indispensables à ceux qui veulent continuer la résistance et

espérer une victoire sur le communisme.

Les communistes, quelque fois, entrent dans des Gouvernements de coalition dans lesquels ils se trouvent minoritaires; ils ne tiennent pas à avoir les postes voyants. Vous ne les voyez jamais revendiquer au début la place de Président de l'Etat ou du Gouvernement; ce sont des places mal commodes et purement honorifiques. Ils se contentent, eux, d'un poste de Préfet de Police : c'est mieux, ou d'un poste de Secrétaire à la Défense Nationale. Ils ne demandent pas à être Ministres : le Secrétaire prend tellement mieux tous les rouages en main et détient le véritable pouvoir. Dans ces Comités qui sont créés pour les grandes campagnes politiques, pour la Paix, par exemple, la composition est intéressante et instructive : il y a toujours le Comité d'honneur qui se nomme quelque fois, Comité de patronage; cela veut dire simplement que les gens qui le composent ne comprennent rien à la chose et, en tous cas, ne font rien; puis, un peu plus bas sur le programme, en lettres minuscules nous trouvons le Secrétariat, c'est lui qui fait tirer les circulaires, qui convoque les réunions, qui organise le travail et toujours, comme par hasard, ce Secrétaire est un communiste ou un homme dévoué à la cause. Les communistes sont très larges pour distribuer les places honorifiques; ils gardent pour eux les places où s'exerce le pouvoir réel. C'est ce qui s'est passé dans les démocraties populaires, où les communistes ont commencé par s'attribuer la police, et quelque fois un peu plus : l'Intérieur et l'Armée.

Ce sont là les éléments de la force réelle et les communistes ne les négligent jamais; ils savent que, tant que ces positions clés leur sont réservées, c'est le pouvoir tout entier qui est entre leurs mains. Mon ancien ami Rakoski, qui est Président du Gouvernement hongrois a commis une imprudence en décrivant, pour une Académie communiste de Budapest, la manière dont les communistes étaient arrivés au pouvoir. C'est un des documents les plus étourdissants que j'ai lu et qui clarifie les procédés dont se servent les communistes même quand ils sont une petite minorité, pour s'emparer du pouvoir. Rakoski raconte dans ce document que, à la Libération il ne s'était pas assuré autre chose que le contrôle absolu de la police politique - il est modeste -! "c'est la seule institution dont nous nous réservâmes la direction totale, en refusant catégoriquement de la partager avec d'autres parties de la coalition, selon la proportion de nos forces respectives "; en effet, les autres partis disaient : vous êtes 15 %, nous vous donnons donc ce qui correspond à 15 % et nous prenons le reste, nous partis de la coalition. Et c'est ce que les communistes ne voulaient pas, et comment fait-on alors pour arriver à ses fins ? on a la police et cela résoud tous les problèmes.

Pour la Hongrie, un cas spécial se présente : les traités de paix, tels qu'on les envisageait, lui auraient à la Hongrie une petite armée, presque rien. Les autres partis de la coalition hongroise voulaient augmenter le

nombre des soldats des forces militaires. La Russei prétextait le respect des traités pour ne pas l'accorder : nous voudrions bien, mais le "respect sacré des traités !!! " Mais le jour où les communistes hongrois ont eu la majorité et ont pris le pouvoir, automatiquement et tout de suite la Russie a donné l'autorisation pour qu'on augmente les forces militaires hongroises. Le respect des traités ne comptait plus; au pouvoir il y avait les communistes et de ce fait tout était changé et l'augmentation des forces militaires passait au premier plan des devoirs de l'Etat hongrois.

En Bulgarie l'affaire s'est faite encore plus tôt. Ici, la Russie a autorisé, sans consentement des autres et contrairement aux clauses du Traité, une force militaire plus forte que celle que les traités de paix signés par tous les alliés - y compris la Russie - lui concédaient. La Bulgarie était devenue vraiment un satellite de la Russie et la Russie a pu envoyer au diable les traités et les signatures et augmenter les forces militaires qui, dorénavant étaient à son service.

Il y a un autre système qui me plaît beaucoup ; il y a là une formule de mon ami Rakosi rappelant des souvenirs gastronomiques très appréciés et c'est R.... lui-même qui a rapporte le fait : quelqu'un lui a posé la question : comment avez-vous fait pour prendre le pouvoir ; vous n'étiez quand même qu'une petite minorité ! Le parti communiste en Hongrie, en effet n'a jamais été un grand parti, surtout après le choc

en retour de la révolution de Bela Kuhn en 1920) ? Et il en a donné l 'explication : nous avons adopté "la tactique des salamis... " On prend les autres partis, on commence à en couper une première tranche, ainsi que cela se pratique dans une charcuterie ; et puis, quand cette première tranche est digérée, on en coupe une seconde, puis une troisième et c'est cela que Rakoski appelle, avec une grande fantaisie d'élocution, "la tactique du salami.." On fait des coupes successives, qui vont généralement de droite à gauche, dans tous les éléments qui ne veulent pas se soumettre aux communistes. On commence par un parti ; on y provoque une scission ; aux scissionistes , on donne le pouvoir puis on expulse les scissionistes et les non-scissionistes et on passe à un deuxième parti. Les raisons ? Elles sont faciles à trouver et on en trouve toujours : on prouvera que un el a été collaborateur et qu'il est capitaliste ; ou c'est un homme assoiffé de sang, du sang des paysans et des ouvriers naturellement et, de cette façon, on élimine les uns après les autres tous ceux qui gênent. Et finalement, quand on a coupé toutes les tranches du salami, ce qui reste est à la disposition des maîtres du pouvoir.

Un autre élément qu'il ne faut pas négliger, c'est la question des revendications. On introduit la désagrégation dans les partis qui ne sont pas maîtres du pouvoir par une surenchère continuelle des revendications qui ne sont pas possibles parce que la situation ne le permet pas;

tant

tant mieux si la situation ne le permet pas, parce que, de ce fait, la situation devient plus nuisible pour le parti auquel on l'insuffle. Il y a là une tactique qui me paraît extrêmement importante.

S'il y avait moyen, je distribuerais ces déclarations de Rakowski à des millions d'hommes ; c'est un manuel contre la sottise humaine - si jamais il est possible de s'immuniser contre elle - et il s'agit du fascicule qui explique comment les communistes arrivent à prendre le pouvoir en éliminant les adversaires :

" chaque fois que nous présentions des revendications, "nous examinions soigneusement les répercussions que "l'on pouvait en attendre et, si c'était possible, nous "nous engagions prudemment, de façon à rendre plus dif- "ficile à l'ennemi la concentration et la mobilisation "de toutes ses forces. Ensuite, nous accroissions nos "revendications et, quand il n'y avait plus d'autres "possibilités, alors naturellement ..... "

La revendication communiste obéit à une formule qui est officielle chez les communistes. Je l'ai trouvée dans un document et je vous la communique : "Revendiquer c'est affaiblir l'ennemi". Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que quand ils parlent de liberté ou de salaires, tout cela leur est bien égal. Les revendications ne valent jamais par leur contenu humain ou social et, si même elles ont ce contenu,

elles valent uniquement comme dynamite destinée à faire sauter l'adversaire qu'il faut affaiblir. Tel est le but du jeu des revendications. Mais c'est un jeu très dangereux que les communistes ont employé dans les démocraties populaires et qu'ils continuent d'ailleurs à employer ailleurs Malheureusement le sujet est trop vaste et je suis forcé de rappeler votre attention sur un point qui me paraît central :

Je veux vous dire quelques mots de la Collectivisation et des Nationalisations : collectivisation de la terre et nationalisation des industries qui ont eu lieu dans tous les pays satellites. Des économistes distingués discutent sur la question de savoir s'il faut collectiviser la terre, si cela est un progrès pour l'agriculture ou si la nationalisation signifie un progrès pour l'insdustrie. Je vous dirai tout simplement que collectivisation et nationalisation sont aux mains des communistes des armes politiques. Inutile de distinguer le facteur économique Ils ne se sont pas décidés pour l'idée du plus haut rendement ou du moindre salaire ; seuls des critères politiques les dirigent. L'exemple nous vient directement de la Russie En 1928 - 1929 quand Staline a détruit la petite paysannerie et la moyenne paysannerie russes, c'est parce qu'il voulait faire les kolkhozes ; il allait produire plus et donner le pain gratuit, de même que paraît-il, certains économistes distingués pensent que Kroutchev est en train

de préparer le pain gratuit pour tous les Russes ... Staline savait parfaitement bien qu'il introduisait la pagaille dans l'agriculture; mais là n'était pas le problème. La petite et la moyenne paysannerie étaient la seule base politique et sociale d'un régime d'où aurait pu partir une opposition à la dictature du prolétariat cuisinée à la formule bolchévique. Staline a tué 11 millions de paysans pour détruire les bases sociales et politiques d'une force d'opposition qui aurait pu se dresser contre le régime et la même chose est vraie pour tous les pays des Balkans ; la même chose a été faite par les chefs communistes des pays balkaniques; parce que la moyenne et la petite paysannerie a un sentiment, - quand elle arrive à le comprendre - d'attachement à la terre et d'amour de la liberté et aussi de méfiance vis-à-vis de l'intervention de l'Etat qui font qu'elle constitue un danger pour le régime. N'oubliez pas que les massacres que Staline a ordonnés, massacres des vieux bolchéviks comme Boukharine, des chefs militaires de l'époque comme Toukhachevski etc.. ont été un élément de la lutte pour détruire les chefs politiques d'une révolution paysanne possible en Russie. Je regrette de ne pas avoir le temps de développer ce sujet mais j'aimerais fixer dans votre esprit, si ceci est en mon pouvoir, l'idée fondamentale que les formules sociales et économiques du régime ne sont pas des formules dictées par un choix entre un critère ou l'autre relatifs à la production rurale ou industrielle

ce sont, chez les bolchéviks et chez les communistes des formules politiques qui ont comme but la destruction des bases sociales et politiques des forces qui pourraient les menacer et faire obstacle à la victoire totale des communistes et des partis communistes.

Quand, en 1947, on a créé le Kominform, comme je vous l'ai dit, Staline n'a pas voulu reconstituer l'Internationale Communiste ; il y avait déjà quelques craquements dans le monde des pays satellites, probablement relativement à la Yougoslavie et on a voulu créer un organe de contrôle plus près de Moscou, dans la zone des pays satellites. Mais cette idée qui remonte probablement à 1946 s'est formée et figée à l'occasion du Plan Marshall et c'est pourquoi je considère que le Plan Marshall a été l'une des initiatives les plus intelligentes, je dirai les plus géniales, peut-être même la seule reconstitution d'une action politique de grande envergure vers un système d'unité européenne, créant précisément le pont auxquels d'autres ont pensé. La reconstitution de l'économie européenne englobant aussi les pays qui étaient en train de devenir entièrement satellites a été une idée géniale ; la façon dont elle a été appliquée, l'armée de fonctionnaires qui l'a réalisée a-t-elle eu toujours les vues politiques suffisantes pour être à la hauteur de cette grande idée ? C'est là une question qui ne nous regarde peut-être pas, mais que l'on peut se poser. En tout cas, cela a été une grande idée et Moscou en a eu une peur bleue. Le Plan Marshall a sonné la cloche

qui pouvait annoncer la mort pour Moscou parce que si les pays satellites avaient trouvé un dénominateur commun, une force d'articulation avec l'Occident, Moscou était perdue, dans ce sens que la domination de Moscou dans les pays satellites était frappée à mort. Les Russes l'ont compris tout de suite et c'est bien là le malheur.. pour nous. Quand ils ont vu que Prague et Varsovie s'étaient prononcés pour la participation et l'acceptation du Plan Marshall, participation à la Conférence de Paris qui devait avoir lieu à Paris, en Juillet 1947 et où devaient être distribués les fonds du Plan Marshall, Moscou s'est dit : nous n'avons pas de temps à perdre et le Kominform fut créé en novembre 1947 et la Tchécoslovaquie, pierre du scandale, a sauté en février 1948. Il fallait à tout prix détruire le pilier du pont qu'était la Tchécoslovaquie, à ce moment là plus proche de l'Occident que de la Russie. Si le courant BENES était resté au pouvoir à Prague, le système risquait de vaincre et toute la construction politique soviétique était compromise Cela explique pourquoi il y a eu le Kominform ; cela explique surtout pourquoi ils ont laissé tomber toute pudeur, ordonnant aux communistes de rendre le pouvoir tout de suite : il y avait péril en la demeure ! Si Prague résistait, si Prague tenait bon, le Plan Marshall s'établissait de l'autre côté du rideau de fer et tout le système soviétique pouvait subir de grand inconvénients et de graves atteintes

J'aurais voulu réserver la fin de mon exposé à la question de Tito ; mais j'ai dépassé le temps qui m'était imparti ; peut-être cet après-midi je pourrai répondre à certaines questions s'y rapportant. Je ne crois pas que, au moment où Tito a rompu avec la Yougoslavie il ait vraiment traduit un mystère politique très différent de celui qu'il y avait à Moscou. Il n'a pas accepté la domination de Moscou, en quoi il a évidemment porté un coup à Moscou mais l'intérêt politique de la scission de Tito est postérieur à la scission même. Comme il arrive souvent, le gouvernement a voulu se donner une doctrine ; il a essayé de se donner un rôle universel équivalant à dire qu'il y avait un centre à Moscou et un autre à Belgrade et que de Belgrade une autre "bonne nouvelle" pouvait être annoncée au monde. Nous verrons cet après-midi, je l'espère dans quelle mesure cet espoir s'est réalisé ou pas.

Ce que j'ai voulu vous montrer avant tout c'est combien le problème des démocraties populaires dont vous avez subi dans vos corps et dans vos âmes le poids terrible est peu un problème mystérieux ; ce n'est pas quelque chose qui serait arrivé comme un orage. Non ! Il y a eu et il continue d'y avoir une activité politique, une technique qui tire sa fille d'une façon rigoureuse ; on peut démonter le mécanisme dans tous ses rouages et l'analyser et c'est ce que j'ai essayé de faire. Et puisque on peut le démonter,

BIBLIOTECA ARCHIVIO CENTRALE

il vaudrait mieux empêcher que, dans d'autres pays, d'autr
hommes puissent le remonter et nous faire assister à la mêm
opération. (Applaudissements prolongés)

COLLEGE DE L'EUROPE LIBRE vendredi 3 septembre 1954

S E M I N A I R E

de M. le Professeur ROSSI

SOUSCTEZ ARCHIVIO

Mes chers amis,

On m'a remis à la fin de la matinée une série de questions auxquelles je vais répondre. Il est bien entendu que si mes réponses ne vous paraissent pas satisfaisantes ou si d'autres questions doivent être posées, je suis là pour tenter de vous persuader et de recommencer, s'il le faut.

Ces questions sont de trois ordres .

La première est très personnelle, me dit aimablement celui qui la pose. Elle n'est pas seulement personnell mes amis, et je préfère m'en débarrasser tout de suite.

Deux autres questions sont importantes parce qu'elles posent des problèmes assez généraux que j'avais à peine eu le temps d'effleurer et dont l'exposé , à juste titre, a été considéré comme non satisfaisant ou comme trop approximatif ; nous essaierons d'éliminer cette impression

justifié d'ailleurs.

Les autres questions, les dernières sont plus particulières, quoique grosses d'importance.

Il y en a trois qui se rapportent au régime de Tito et au titisme, une qui pose le problème de la Chine de Mao Tsé Tung et une autre relative au parti communiste bulgare.

La première donc, dit-on-me demande quels motifs m'avaient obligé à écrire un communiste acharné " prouve votre amitié avec Staline ; ensuite pourquoi êtes-vous devenu un anti-communiste ". Je fais tout de suite une petite réserve initiale : je n'ai jamais dit que j'étais lié d'amitié avec Staline . Je pourrais dire qu'au moment où j'ai eu ces rapports plus étroits avec Staline, c'est le moment où j'ai rompu avec le communisme; mais cela est un détail. Il n'y a aucun doute que j'ai fait parti du mouvement communiste ; j'y ai travaillé avec acharnement et conviction. Il n'y a pas de doute non plus qu'après j'ai rompu avec le communisme et j'ai travaillé avec tout autant d'acharnement dans un sens bien différent. Il y a un élément, peut-être, qui échappe à ceux qui, en voyant les deux pôles des positions, les considèrent comme incompatibles , c'est que , une position est une position de commencement et l'autre une position finale.

N'oubliez pas que tous les dirigeants communistes se sont formés , en général, dans la première période de la première guerre mondiale. Nous sommes de la génération de l première guerre mondiale qui s'est formée dans la lutte sou vent contre cette guerre même et qui a été poussée au commu nisme, précisément à cause de la guerre mondiale. Nous sommes - voyez-vous je peux dire mon âge sans regret maintenan la vieille génération. J'avais vingt ans quand les problème de la guerre mondiale se posaient. J'ai fini mes études en 1915 , première année de la guerre mondiale pour l'Italie, j'insiste là-dessus et je vous dis tout de suite que j'étai un adversaire de cette guerre pour toute une série de raiso qui remontaient toutes essentiellement au fait que la guerr risquait, à mon avis, de détruire, comme elle les a compro- mises dans une certaine mesure, les bases de la civilisatio que j'avais connue ; je suis un fruit de la civilisation d'avant-la première guerre mondiale , de sorte que cette guerre, quand elle m'est arrivée m'apparut comme destructri d'un patrimoine et d'un ensemble de choses auxquelles je te nais personnellement . J'étais socialiste dans cette périod

Le mouvement communiste en Italie est né au comme cement de 1921 et il s'est ajouté un deuxième élément : au commencement de 1921 il y avait déjà la poussée du fascisme en Italie et je peux dire très simplement - les choses simples sont quelque fois très fortes - que c'est mon aver on profonde du fascisme tel qu'il se formait à cette époqu

qui m'a poussé au communisme, comme apparaissant le mouvement le plus décidé dans la lutte anti-fasciste. J'étais profondément convaincu à ce moment, en participant au mouvement communiste italien, en aidant même à le créer, à le former en Italie, que je me battais pour la liberté, pour la démocratie, pour une forme plus efficace, plus cohérente de la démocratie. Il n'y a aucun doute, mon souvenir est très net à ce sujet, dans mon adhésion au communisme, j'ai porté un bagage très lourd qui était le bagage des convictions d'un jeune homme s'étant formé toute sa mentalité dans la période précédent la première guerre mondiale.

Vous me direz peut-être que c'était drôle de créer un parti communiste pour défendre la démocratie, mouvement communiste qui devait être ou paraître comme le fossoyeur de la démocratie. Je vous dirai franchement qu'à ce moment-là, je n'ai pas eu cette impression et qu'il m'a fallu un certain nombre d'années pour voir qu'il y avait contradiction entre les raisons qui m'avaient poussé d'abord contre la guerre et ensuite pour le communisme et ce qu'est devenu par la suite ce mouvement communiste lui-même et dans sa doctrine et surtout dans sa pratique. N'oubliez pas que j'ai vécu en Italie en menant la lutte anti-fasciste clandestinement. Je m'excuse de vous raconter ces petites histoires ; c'est pour vous expliquer, puisque vous voulez le comprendre, comment le changement s'est produit en moi. Je vivais donc en Italie entre 1922 et 1926 d'une façon clandestine. Je dois dire

pour être honnête que la lutte clandestine en Italie à cette époque entre 1922 et 1926 était moins difficile et bien moins dure que la lutte clandestine qui a été combattue plus tard sous l'occupation allemande ou sous l'occupation soviétique. Tout de même cela impliquait non seulement certains risques, mais une rupture avec la vie normale, la vie de tous les jours, des affections, les intérêts mêmes dans la mesure où ils jouent un rôle. Pour moi, il y avait l'impossibilité absolue de vivre dans l'atmosphère du fascisme, impossibilité qui était spirituelle d'abord, mais qui était aussi physique, impossibilité de vivre dans ce régime et tout naturellement en luttant contre ce régime avec toutes mes forces, toute mon ardeur de jeune homme, je suis allé avec ceux qui paraissaient être à l'avant-garde de cette lutte. Mon adhésion première au mouvement communiste a donc été quelque chose de très simple. Je ne dis pas que tous y soient venus par cette filière ; je vous retrace ma propre expérience. Pendant des années, cette idée centrale que le mouvement communiste pouvait et devait abattre le fascisme et redonner la liberté à mon pays, fut l'idée qui m'a conduit et qui a entièrement déterminé mon attitude.

Bien sûr, -et cela est un cas que vous devriez considérer - il y avait beaucoup de choses que je n'aimais pas dans le mouvement communiste, des choses avec lesquelles je n'étais pas d'accord, et quand le problème du choix s'est posé pour moi à cette époque, il se posait sous cette

forme : abandonner ou ne pas abandonner la lutte contre le fascisme ; je ne pouvais la continuer qu'à travers le mouvement communiste. Je me disais souvent : je suis en désaccord, mais c'était sur des questions de détail, dans la question fondamentale, quand il s'agissait d'être d'un côté ou de l'autre de la barricade , j'étais du côté de la barricade anti-fasciste ; le reste, me disais-je, on l'expliquera plus tard. Pourquoi ai-je changé mon état d'esprit ? J'ai changé mes jugements au contact de l'expérience; l'expérience du communisme m'a amené à rompre avec lui . Pour moi cela n'a pas été un jeu intellectuel tiré à la pointe du syllogisme ; non ! Je me rappelle avoir donné une formule qui était valable à l'époque en tout cas : je me disais je m'éloigne du communisme pour les mêmes raisons qui m'y ont entraîné. La formule, naturellement ,était un peu simpliste, mais elle contenait un grand fond de vérité. Ce n'était pas la préoccupation de montrer à soi comme aux autres, qu'on a toujours voulu la même chose, qu'il y a une ligne droite absolue du point de départ au point final ; cette présentation, voyez-vous, romantique, est très jolie, mais elle ne correspond que rarement à la réalité.

Entre le point de départ et le point final, il y a eu beaucoup d'oscillations, d'hésitations, parfois un véritable drame. Plusieurs fois j'ai été au seuil de la

rupture et puis j'ai hésité. Rompre avec le communisme, c'est une opération très grave et très difficile pour celui qui a vécu assez profondément dans le système, parce que peu à peu le communisme devient lui-même un système de jugement qui va très loin, qui implique une échelle de valeurs une conception de la vie, de sorte que si on rompt avec le communisme il faut d'abord, comme je vous ai dit se persuader que le communisme devient inconciliable avec cette échelle de valeurs, avec cette conception du monde, cette "forma mentis". Un capital d'espoir qu'on avait jalousement gardé doit être abandonné au moment de la rupture, jeté par-dessus bord; croyez-moi, mes amis, la rupture n'est pas simple ; on ne peut pas dire : avant j'étais d'accord et maintenant je ne le suis plus ; le mouvement est beaucoup plus complexe . Quand quelqu'un rompt avec le communisme, c'est comme si quelqu'un devait rompre avec une religion profondément sentie. C'est tout un système d'idées et de valeurs qui s'effondre et il faut en avoir un autre de remplacement. Il faut dire : je laisse ce système parce que je le considère comme mauvais, parce que je me suis trompé en croyant qu'il contenait certaines valeurs. Mais pour ce faire l'homme a besoin d'un autre système, d'un système de rechange comme on dit maintenant et il faut recommencer tout à zéro. Quand on a travaillé pour le communisme sérieusement, honnêtement, de la manière la plus désintéressée, et qu'on doit l'abandonner, c'est comme

si on devait recommencer toute sa vie. J'ai connu des communistes qui avaient perdu la foi et qui sont restés dans le mouvement . Je laisse de côté ceux qui sont restés par intérêt . Je pense à ceux qui ont compris et qui cependant n'ont jamais eu le courage de faire le saut qu'il fallait parce que cela signifiait : recommencer sa propre vie à zéro , la rebâtir sur de nouvelles fondations qu'on jugeait plus solides et plus justifiées que les autres.

Quand je suis revenu de Moscou à Paris, j'étais dans l'impression de l'exilé ; c'est là que j'ai vraiment senti l'exil, non seulement j'avais quitté Moscou, mais j'avais quitté les idées et le système dans lesquels j'avais vécu pendant un certain nombre d'années. Si on a le courage de faire une révision sérieuse des valeurs pour lesquelles on a travaillé et qu'on retrouve une raison de nouveau départ, qui laisse votre personnalité , vos enthousiasmes , vos espoirs dans une direction différente, mais à un niveau inférieur, de sorte qu'on n'ait pas l'impression de la chute ni de la déchéance qui accompagne souvent la rupture de certains communistes, alors on peut recommencer à travailler . J'en ai connu qui ont été démoralisés par la rupture parce qu'ils n'ont plus eu à quoi se cramponner ils n'ont pas eu l'énergie, peut-être pas l'occasion aussi de rebâtir, avec une partie des matériaux précédents et une partie de matériaux nouveaux, une construction sur laquelle ils pouvaient s'appuyer pour recommencer. J'ai vu

des cas , de véritables démoralisations de gens qui ne sont plus jamais occupés de politique, certains sont partis dans les affaires.

Il y a un autre élément. La question me concerne relativement seulement ; je suis un cas comme beaucoup d'autres, mais je voudrais vous rendre la psychologie du fonctionnaire communiste pour que vous en ayez une idée concrète, ni bonne ni mauvaise. Mettez-vous un peu dans la peau d'un dirigeant communiste. Le communisme implique beaucoup de risques et beaucoup de difficultés , mais vous êtes pour ainsi dire pris en charge par le mouvement communiste ; pour vous il n'y a plus de problèmes ; ils ne sont pas toujours bien résolus, mais il n'y a plus de problèmes. Vous devenez un fonctionnaire, un dirigeant ou un militant actif du mouvement communiste. A partir de ce moment, le parti prend en charge vous et quelquefois votre famille; vous n'avez plus de problèmes, on vous confie une certaine activité : l'ouvrier,par exemple, qui était à l'usine et devait rentrer à 5 heures du matin, va dans un bureau où il va plutôt à 10 heures qu'à 5 heures ; toute une série d'habitudes seront prises. Vous savez que le nombre d'ouvriers communistes ayant rompu et qui reprennent leur place dans une usine est infime, parce qu'ils ont rompu, non seulement avec le communisme, mais avec un système de vie, avec des habitudes , avec des proportions qu'il est difficile de retrouver. Je veux souligner, par là, la grande difficulté

d'une rupture qui ne soit pas accompagnée par une certaine force morale, par une certaine énergie et beaucoup, beaucoup de courage. Il m'a fallu plus de courage pour rompre avec le mouvement communiste que pour lutter contre le fascisme, parce que le fascisme était l'ennemi ; c'était facile ; on reçoit des coups, mais on n'a pas de doutes , on croit être sûr que les coups sont bien ajustés, mais aller contre le mouvement communiste c'est autre chose ; vous y êtes arrivé à travers une série d'ajustements , d'analyses, de doutes dans lesquels vous n'êtes pas toujours sûr 100% d'avoir raison. Je dirai même que les souffrances que vous avez subies à cause et pour le communisme , parce que vous vous êtes battu pour lui, parce que vous avez connu la prison pour lui, c'est un capital; oui! pour les hommes d'un certain niveau moral, leurs propres souffrances et le fait d'avoir gâché une partie de sa vie, ruiné sa famille ; tout cela finit par devenir un capital qu'on ne rejette pas comme cela parce que c'est devenu une richesse et ce capital de souffrances qui vous donnait une sorte de standing moral disparaît tout d'un coup . Vous devenez un traître, un renégat et personne ne vous tient plus compte de ce que vous avez fait dans le passé ; vous êtes un homme qui se présente nu devant une nouvelle destinée.

Quelles sont les raisons, me demandez-vous, qui m'ont déterminé ? Après vous avoir donné la psychologie du

renégat, venons-en aux raisons qui m'ont décidé à quitter l'internationale communiste .

Il y a eu des raisons nombreuses . Il me paraissait qu'on sacrifiait trop brutalement et trop bêtement les éléments qu'on envoyait travailler en Italie , sans être sûr que le sacrifice correspondît toujours au rendement politique qu'on en tirait. Il y a eu d'autres raisons aussi , raisons marginales . Les vraies raisons qui m'ont fait rompre sont doubles . D'abord je suis arrivé à me persuader que le mouvement communiste n'était pas le moyen pour redonner la liberté aux hommes . Je me suis persuadé que mon chemin, le chemin que j'avais pris me menait soit dans une impasse ou dans une direction absolument contraire à celle que j'avais cru emprunter. J'ai eu à ce sujet deux grandes expériences ; l'une a eu lieu en Allemagne , l'autre, la plus décisive, en Russie même.

En Allemagne, mon conflit avec le mouvement communiste a commencé vers les années 1927/28 au sujet de la tactique que le parti bolchévique russe, la tactique de Staline puisque c'était lui qui la conduisait, appliquait en Allemagne. Nous étions encore à ce moment-là dans l'Allemagne de Weimar. La formule de Staline était : nous avons en Allemagne deux ennemis : l'un c'est la démocratie et la socialo-démocratie et la République de Weimar, trop liée à l'Occident, suivant le jugement de Staline, l'autre c'est Hitler. Dans les

documents de l'époque on a envisagé la possiblité de faire un bout de chemin ensemble avec l'extrême droit nationaliste et nazie, mais on n'a jamais envisagé de faire un bout de chemin ensemble avec la sociale-démocratie. Je soutenais que cette tactique, qui consistait apparemment à mettre la sociale-démocratie et le national-socialisme sur le même plan, tactique, qui n'était pas respectée d'ailleurs parce que les coups allaient surtout contre la nationale-démocratie mais même s'il y avait eu balance égale, je disais néanmoins de cette façon vous ferez le jeu de Hitler et Hitler ira au pouvoir. Il y a eu une première tentative d'un rapprochement, rapprochement de circonstance, contre le front de la République de Weimar. Si ce front unique réussit à abattre la République de Weimar , pour laquelle je n'avais aucune sympathie, je pensais que ce front aurait ouvert le chemin à l'hitlérisme . Je trouvais cette politique inacceptable et si on faisait le poids des responsabilités du communisme allemand qui a été dirigé directement par Moscou, et de Moscou dans l'avènement et la victoire de Hitler en Allemagne on verrait que cette politique a eu un poids très grand, sinon prépondérant. Elle n'a pas été le seul élément entendons-nous; mais je vous fais de l'histoire par rapport à mon expérience et à ce moment j'ai dit ouvertement à Moscou quand j'ai été élu au Secrétariat, Vous faites une politique folle , vous ouvrez le chemin à Hitler. J'avais raison de considérer, à ce moment déjà, que la victoire de Hitler

aurait pour l'Europe les conséquences d'une catastrophe. C'est là-dessus que s'est produit mon conflit à Moscou. Le discours que Staline a prononcé contre moi au Comité Exécut avait précisément pour objet la position que j'avais prise vis-à-vis du problème allemand et du danger que j'avais dénoncé de la tactique bolchévico-communiste qui ouvrait la voie à l'une des plus grandes catastrophes de l'histoire et cela a été le premier point de rupture.

Le deuxième point de rupture s'est produit sur le plan russe. Notez que la question allemande n'était pour mo que la question allemande. Je n'avais aucun lien particulie avec l'Allemagne ; la question allemande n'était qu'un des pivots de la situation générale. Par contre, j'ai vécu en Russie, à la fin de 1928 et 1929, au moment où Staline a adopté, après l'avoir emprunté à Trotski, le premier plan quinquennal. J'étais personnellement favorable au principe d plan quinquennal . Mais quand j'ai vu la façon dont il éta appliqué, je me suis révolté. J'étais dans une situation qui me permettait de voir beaucoup de choses, de connaître beaucoup de choses, parce que j'étais en relation avec les grands chefs communistes de l'époque, Boukarine,-Trotski était déjà éloigné en exil à ce moment-là- Raditch, etc... Je suivais avec passion cet évènement, j'avais un grand désir d'y participer. Quand on m'a envoyé à Moscou pour y rester, mon idéal était de participer à la construction du plan quinquennal au lieu de faire de la polémique. L'idée d

BIBLIOTECA ARCHIVIO G.G. FRITZ-BELL

la Russie conçue comme un chantier de constructions a joué un grand rôle dans les sympathies progressistes vis-à-vis de la Russie ; elle a joué en Amérique, dans les milieux du New Deal et si je n'avais pas été en Russie, si je n'avais pas envisagé cette construction de quelques kilomètres, de Moscou, il est possible que mon histoire personnelle se serait déroulée diversement; Mais j'ai vu là à l'oeuvre comment la construction du socialisme se faisait . J'ai assisté entre autres et surtout, par les nouvelles qui m'arrivaient de source certaine, aux massacres des paysans ; il s'est agi de millions de petits paysans que Staline détruisait parce qu'il voulait créé les kholkozes, parce qu'il avait besoin de main-d'oeuvre, qu'il fallait arracher à la terre pour les amener à l'usine. Il y avait aussi une raison politique essentielle : Staline savait qu'il ne se serait jamais concilié les paysans; il fallait les détruire. Ce massacre massif, ce mépris du matériel humain - moi j'appelrais cela ce mépris de l'homme, - réduit à l'état de matériel, à l'état d'instrument, a fait renaître en moi tous les vieux préjugés de ma culture de la civilisation dans laquelle je m'étais formé, qui était la civilisation socialiste libérale d'avant la première guerre mondiale. Et alors, j'ai dit " NON " ! Je me souviens de la formule : j'ai dit non , si cela est du socialisme, je ne suis pas socialiste ; ou bien ce n'est pas du socialisme ou bien moi je ne suis pas socialiste; vous voyez le dilemme .

BIBLIOTECA ARCHIVIO DEL FRITTIDO

Si vraiment le socialisme c'est cela, je n'en suis plus.

Il y avait aussi le problème de l'orientation de la Russie qui se rattachait à la situation européenne. Je ne veux pas en parler, cela méloignerait du sujet .

Je peux dire que les deux expériences, l'expérien allemande, la subordination de la situation allemande aux besoins de la politique extérieure soviétique, tournée surtout contre l'Occident, prête à un accord avec Hitler , accord provisoire bien entendu, à la condition de détruire toute emprise occidentale sur l'Allemagne, cette subordination d'un fait, qui était le grand fait qui était l'hitlérisme que je redoutais comme le mal suprême et qu'on maniai en se trompant d'ailleurs en partie, en espérant pouvoir le reprendre, tout cela m'a mis devant une opposition radicale opposition de principe, parce que ce n'était plus le sort de l'Europe et du Monde , ni de l'Allemagne elle-même qui était au premier plan, c'était la politique extérieure de la Russie. L'échelle de valeurs était entièrement changée .

Il en était de même du problème russe. Le problèm russe n'était pas pour moi un problème russe. Le problème quiquennal était pour moi une question de principe , c'étai la façon de la marche au socialisme, telle que je l'ai vue en Russie qui m'a porté à la conclusion que jamais je n'aurais accepté un pareil schéma et qui m'a porté à la rupture La rupture n'a pas été pour moi ni mécontentement pour ne p

avoir eu des satisfactions d'amour propre - j'en avais déjà trop - ni une question d'intérêt personnel. Que pouvait il y avoir d'intérêt personnel dans le désir d'être un des ingénieurs du grand chantier du monde ? Aucune ambition ne pouvait être plus grande que celle-là. C'est le contenu même du système que je voyais sous mes yeux qui m'a convaincu que je ne pouvais avoir rien de commun avec le système soviétique qui était la formule concrète de la réalisation du socialisme telle que la voyait le monde communiste.

Il y a une autre question sérieuse qui m'a été posée et qui dit : "Pensez-vous que ce que les communistes ont fait dans le domaine des nationalisations et des collectivisations n'a dit vraiment pas d'autres motifs pour base que des motifs politiques ?".

Celui qui a posé cette question a posé une question sérieuse à laquelle il faut répondre. Ce matin, comme il arrive toujours, j'ai souligné ce côté politique des réalisations communistes, parce que c'est ainsi que cela s'est produit dans le cadre des démocraties dites populaires. Je n'ai pas eu tout le temps désirable à ma disposition pour me battre contre les lieux communs qui circulent, pour tout analyser dans ces vrais motifs. J'ai donc pris un point central qui me semblait être le plus important et le moins connu. Or, le point le moins connu était, à mon avis,

le rapport entre les socialisations, les nationalisations et la marche au pouvoir, c'est-à-dire les motifs politiques, dans un sens élevé, au point de vue russe. Mais il est bien entendu que, dans les démocraties populaires, une partie des mesures prises était justifiée par l'état économique et social des pays qui les ont adoptées. Il ne peut y avoir aucun doute là-dessus.

Il y avait, dans une grande partie des pays d'Europe centrale et balkanique, un niveau de vie qui était très bas. Une économie paysanne est par définition arriérée par rapport à l'économie industrielle et surtout une économie ne permettant pas un emploi suffisant de main d'oeuvre dans ces pays mêmes. Naturellement, la terre ne pouvant absorber toute la main-d'oeuvre, on a pensé qu'un certain essor industriel pouvait absorber les réserves, le surplus de population que l'agriculture n'arrivait pas à absorber. Les communistes ne partent jamais de rien. Ils n'ont pas inventé, par un caprice quelconque, le problème des nationalisations et des collectivisations. Je dirais presque que, s'ils ont utilisé ces problèmes dans des luttes politiques, ils ont pu le faire précisément parce que, en partie, ces problèmes avaient leurs racines dans la réalité même sociale et économique de ces pays-là; sans cela, évidemment, personne n'y aurait songé, personne n'aurait pu y songer. Je n'hésite nullement à dire que, dans une certaine mesure,

une certaine poussée industrielle, dans les pays de l'Europe centrale et balkanique, était une chose parfaitement justifiée et correspondait à une amélioration de l'agriculture. Un certain regroupement des parcelles de terres trop émiettées, ne pouvant plus donner un produit suffisant aux paysans, était une mesure heureuse. La réunion de paysans, par exemple, dans un travail collectif, telle que l'avait pensé Lénine dans un des derniers articles qu'il avait écrit en 1923 et où il était revenu de très loin sur ce problème, cette idée d'une association coopérative qui forme pour ainsi dire le testament de Lénine, toutes ces mesures qui pouvaient assurer une production plus grande, étaient des mesures heureuses. Mais c'est parce qu'on a voulu s'en faire un tremplin pour la prise de pouvoirs qu'on a poussé le phénomène à l'extrême, en Russie phénomène de l'industrialisation, phénomène de collectivisation dans les pays d'Europe centrale et orientale. C'est parce qu'on l'a poussé si loin, parce qu'on a voulu en faire la condition de la prise du pouvoir, que les raisons économiques ont été éclipsées dans une certaine mesure. Il n'y a pas de séparation entre le bien et le mal : le bien, c'est ce qui est dans les limites humaines sociales et économiques. Mais poussé trop loin, le signe positif de l'équation devient négatif; c'est la réalité elle-même qui porte cette caractéristique et, dans certains pays, la nationalisation l'industrialisation et la collectivisation des campagnes

ont été des moyens du monopole communiste du pouvoir. Quels furent les résultats ? D'abord la destruction de la classe moyenne. Vous comprenez bien que ce processus porte de toute évidence à la destruction de la classe moyenne, autant rurale qu'urbaine; l'artisanat disparaît, du moment où tout vient aux mains de l'Etat. Le parti politique qui s'empare de l'Etat devient du même fait le maître de toute la population. Il a le pouvoir politique, parce que ce pouvoir politique s'appuie sur une organisation économique qu'on a poussée à tel point que la classe moyenne, la classe intermédiaire, dans les villes et dans les campagnes, disparaît. C'est là le but, un des buts d'ordre social et politique, le plus important, qui a été poursuivi.

Prenons le cas de la Hongrie : la Hongrie n'était pas un pays à économie arriérée; là, comme dans tous les autres pays, il y avait des améliorations à apporter. Mais on n'a pas groupé les paysans dans des coopératives. Ce qu'on a voulu c'est les déraciner de la terre en tant qu'intéressés à la terre, en tant qu'ayant le culte de la terre, ce qui donnait précisément ce rapport direct entre le cultivateur et la terre; c'est cela qu'on a voulu couper par les nouvelles formules d'organisation économique, de façon à saper la base politique à la campagne formée par les partis paysans en Pologne, en Hongrie et ailleurs et à rendre plus facile la dictature du prolétariat. Dans le

fameux document de Rakhosi, il y a la formule suivante : "Nous avons conduit la réforme agraire de façon qu'elle rende possible l'instauration de la dictature du prolétariat". Elle a été poussée dans sa phase finale, la phase décisive, à l'extrême, car elle devenait le moyen de la destruction politique de la paysannerie et le moyen de la domination des villes, du prolétariat et du parti politique, de la dictature communiste. A partir de ce moment, la réforme perdait toute valeur économique et sociale.

Plusieurs d'entre-vous ont certainement des renseignements sur la situation économique dans les pays d'au-delà du rideau de fer. Je connais pour ma part assez bien la situation de certains pays et il me semble que pour la Hongrie en particulier, cela a été dit en toutes lettres, l'excès d'industrialisation, au lieu d'améliorer les conditions alimentaires des villes et de la population en général, les a empirées dans les villes aussi bien que dans les campagnes.

Pourquoi ne s'est-on pas arrêté au bon moment ? Pourquoi cette politique ne s'est-elle pas arrêtée une fois qu'elle avait atteint la limite utile ? Parce qu'il n'y avait pas de limites pour les communistes. Il aurait fallu qu'un gouvernement indépendant étudie la situation de la Hongrie et décide librement : voilà jusqu'où on peut aller dans l'intérêt de la Hongrie et de ses rapports avec

les autres pays de la région. Mais ce problème n'a jamais été posé, l'économie des pays d'au-delà du rideau de fer a été une économie qui ne s'est pas fondée sur les nécessités du pays lui-même; cette économie est devenue partie intégrante du plan quinquennal soviétique, il n'y a aucun doute à cela. Il n'y a pas une économie roumaine, une économie polonaise, essayant de sauvegarder les intérêts de la majorité de la population de ces pays; il n'y a que des économies en général, lesquelles sont intégrées avec les plans soviétiques. La Hongrie ne peut pas construire telle usine, tel type d'usine, développer telle production industrielle, s'adonner à telle autre production industrielle, sinon en relation au plan de l'économie soviétique en général.

Le cas de la Roumanie est encore plus grave puisque là l'économie soviétique a mis pratiquement la main sur l'industrie pétrolière et qu'elle l'exploite et l'utilise non pas en raison du bien-être et de l'heureux développement de la Roumanie elle-même, mais en raison des besoins économiques et militaires de la seule Russie.

Vous voyez donc que le problème de la socialisation pose lui-même des problèmes politiques et dans leur phase finale ces problèmes sont résolus non en fonction des nécessités politiques et économiques d'un pays donné, mais en fonction des nécessités de la Russie soviétique. Il y a

des traités bilatéraux; mais il n'y a pas de traité bilatéral qui ne passe pas par Moscou. Moscou joue le rôle du clearing non seulement financier, mais dans la production même. Toute la production de ces différents pays est coordonnée dans le plan soviétique quinquénnal, c'est-à-dire à Moscou.

L'ami qui m'a écrit le billet suivant trouve que ce n'est pas juste de dire que l'expansion de la Russie utilise le mouvement communiste comme un simple moyen.

Là encore nous nous trouvons devant le même cas que pour la question précédente. Bien entendu le mouvement communiste a ses propres raisons. Dans chaque pays il y a des mécontentements et des raisons pour lesquelles un certain nombre de gens regardent avec sympathie du côté du communisme. Notez bien que si la Russie n'existait pas, il existerait peut-être encore quelques mouvements communistes, mais qui auraient un tout autre caractère et d'autres proportions. Si vous arrachez la Russie aux mouvements communistes, vous leur enlevez le coeur et le cerveau et il n'en resterait plus grand-chose. Ce serait un mouvement progressiste d'extrême-gauche avec des caractères tout à fait différents. La Russie est le pivot de la construction communiste dans tous les pays, même là où ils ne sont pas au pouvoir : tout commence par la Russie et tout finit à la Russie.

Cependant, il est évident qu'il y a des raisons

spécifiques, des raisons autres qui poussent des éléments vers le communisme, des raisons de toute sorte. Mais que la Russie utilise les mouvements communistes dans les autres pays comme un simple moyen, cela me paraît indiscutable. Cela ne s'est pas fait tout à fait arbitrairement. Je dirais de cela ce que j'ai dit au sujet de la socialisation : il ne serait pas possible d'utiliser ces mouvements communistes comme moyen, si les mouvements communistes n'avaient pas dans chaque pays certaines raisons qui, en partie tout au moins, les font naître et les forment. Ils ne sont pas créés artificiellement ; d'ailleurs il n'y a rien en histoire qui se crée d'une façon arbitraire; il y a des tendances, des passions, des idéaux qui peuvent concourir au mouvement communiste , mais l'emploi de ces mouvements est autre chose. Est-ce qu'il y a une politique communiste française, une politique communiste anglaise, et ainsi de suite, que nous pourrions étudier comme un phénomène français ou anglais ? Absolument pas. Quand vous étudiez - et croyez-moi, je le fais - la politique communiste française, vous voyez qu'il y a des raisons qui assurent son succès, et puis vous voyez aussi que cette politique ne tient debout et n'a de fil conducteur, de ligne de continuité, qu'à travers les intérêts de la politique extérieure soviétique, à tel point que en France et en Italie les partis politiques communistes renoncent à exaspérer et à poser certains problèmes de revendication

ouvrière, renoncent par exemple à l'excitation contre la bourgeoisie, arrivent même à dire à la bourgeoisie française et italienne - il l'ont dit récemment et à plusieurs reprises - ; Nous vous laisserons la paix à condition que vous repoussiez, par exemple, la C.E.D. et que vous acceptiez telle ou telle position soviétique. Cela a été dit dans des déclarations officielles des partis communistes. Ces partis renoncent donc à faire une politique ouvrière, justifiée ou non, ce n'est pas cela que je discute, abandonnent un certain nombre de revendications pour ne pas gêner las classes dirigeantes bourgeoises de leur pays, ceci pour ne pas rendre ces pays hostiles à la Russie, pour ne pas les inquiéter sur les intentions russes. Le marché est le suivant : Si vous acceptez la politique extérieure soviétique, nous vous laisserons la paix à l'intérieur. Cela durera ce que cela peut durer, mais je vous affirme que des propositions ont été faites officiellement dans la presse communiste, au Parlement, par les chefs même de ces partis qui ont vu clairement que revendications sociales et autres étaient des choses qu'on traiterait par la suite, l'essentiel était de ne pas épouvanter, de ne pas indisposer les classes dirigeantes d'un pays pendant que sur le tapis diplomatique était un problème qui intéressait directement et profondément la politique extérieure soviétique. C'est là vraiment un fait qui démontre - si démonstration il fallait- que les partis

communistes nationaux n'ont aucune autonomie.

A propos de cela, on a posé la question de Tito et on a dit : Vous avez vu qu'il y avait un mouvement communiste qui n'était pas assujetti à la Russie, qui n'a pas fait la politique extérieure de la Russie soviétique ! C'est un problème un peu compliqué et pourtant plus simple qu'il ne semble si on tient compte des éléments réels.

D'abord, jusqu'en avril-mai 1948, il n'y avait pas de grande différence entre non seulement la politique intérieure, mais encore la politique extérieure de Tito, du parti yougoslave et celle de la Russie, du parti communiste russe et de la politique extérieure russe. Il y a eu fracture indiscutable et je considère ce fait comme très important et comme ayant peut-être - excusez la prudence avec laquelle je m'exprime - joué un rôle utile vis-à-vis des manoeuvres de la Russie soviétique. Mais au moment où cela s'est produit, est-ce qu'il s'agissait de divergences idéologiques profondes ou de conflits momentanés sur des points précis ? Ce serait très important s'il y avait des divergences idéologiques profondes qui auraient déterminé la rupture. Alors l'ami qui a fait cette question et qui se demandait finalement si toute la politique russe, si l'emploi des partis communistes comme un moyen était une

règle générale, semblerait avoir raison, car il se serait créé dans un pays qui était la Yougoslavie, une idéologie communiste n'ayant plus de rapport avec la Russie soviétique. Le régime yougoslave, le parti yougoslave et la scission de Tito deviendraient alors une preuve éclatante de l'autonomie de la pensée communiste, des intérêts communistes qui peuvent se former en-dehors de l'arbitre de la Russie soviétique. La chose est tellement importante que beaucoup de gens ont réservé une grande sympathie à Tito parce qu'ils disaient : C'est peut-être une nouvelle formation, une nouvelle orientation communiste plus acceptable, qui nous permettra d'être à la fois communiste et sincèrement roumain, chinois ou yougoslave; nous sortirions donc de la sujetion complète vis-à-vis de la Russie soviétique !

Mes amis, commençons par les faits et les dates qui en histoire sont toujours la chose la plus importante. Avant 1948, il n'y a eu aucune différence idéologique entre le parti communiste yougoslave et le parti communiste de Russie, aucune différence de tendances. Toutes les mesures étaient adoptées et appliquées uniformément : industrialisation, collectivisation; la constitution elle-même, tout été calqué sur le modèle soviétique; je parle d'avant 1948. Donc ma conclusion sur ce point me paraît indiscutable : il n'y a pas eu entre Tito et Staline, entre le parti yougoslave et le parti soviétique de différences, de

divergences de caractère idéologique ou organique qui puissent justifier qu'on parle de deux communisme d'une espèce différente, l'un étant un communisme libre, non asservi à la Russie.

Mais comment s'est produite la rupture ? Elle s'est produite entre Staline et Tito, je crois, pour une raison très simple : c'est que Tito était un des rares communistes qui n'a pas dû à la Russie sa victoire. A la conquête du pouvoir, il faut bien le dire, Tito a gagné lui-même son bâton de maréchal, et les aides anglaises et américaines ont été beaucoup plus fortes que l'aide soviétique. Vous savez qu'un des premiers éléments du conflit a été que Staline voulait que Tito accepte le Roi Pierre, comme il l'a fait faire en Roumanie où il avait fait accepter le Roi Michel, comme il fera accepter en Italie la monarchie et le Vatican, parce qu'il pensait qu'il fallait rassurer et les peuples de ces pays et les alliés anglo-américains qui, s'ils avaient vu trop bousculer les choses et ces choses avancer dans un sens trop extrême, pouvaient supposer le problème : mais où s'arrêtera la Russie ? Staline a imposé à Tito de se mettre d'accord avec Soubatchitch qui a discuté avec les représentants de Tito; mais on voit bien maintenant dans l'échange de lettres publiées entre Staline et Tito, d'un très grand intérêt, qu'il n'y avait pas de différences idéologiques entre les

deux hommes. Tito n'en a pas voulu et Staline n'était pas content parce que d'abord il avait donné un conseil-et quand Staline donnait un conseil,c'était un ordre- que Tito n'avait pas accepté, et ensuite il est évident qu'il commençait à penser que Tito se croyait trop important, qu'il prenait un mauvais chemin qui pouvait l'entraîner loin et même contre la Russie. Staline avait certainement raison; il a senti qu'il y avait quelque chose qui ne marchait pas. Mais ce n'était pas un problème idéologique. Tito était le chef de son pays, il s'était battu, il avait réussi à prendre le pouvoir - pas seul d'ailleurs, mais passons là-dessus - et il ne voulait plus le céder. C'est de là qu'est né le vrai conflit. Les agents de la police yougoslave suivaient les agents de la police soviétique qui étaient venus en Yougoslavie, de même que tous les techniciens et les éléments politiques soviétiques qui se trouvaient en Yougoslavie. Staline a poussé des cris de fureur. Comment, s'est-il écrié, la police yougoslave se permet de suivre à la trace les agents soviétiques, comme s'ils étaient des agents américains ou des envoyés des pays capitalistes ! Nous sommes des pays socialistes et le gouvernement yougoslave devrait nous laisser faire en Yougoslavie tout ce que nous voulons. D'autres questions encore ont joué. Les techniciens soviétiques par exemple se faisaient payer à des prix d'or leur concours qui était souvent plus ou moins justifié, plus ou moins utile.

Toute une série d'éléments ont commencé à rendre les rapports entre la Yougoslavie et la Russie assez flottants. Finalement il y eu la rupture de l'expulsion du Kominform. Quand la deuxième réunion du Kominform - la première étant de 1947 - s'est produite en 1948, Tito savait parfaitement déjà le sort qui l'attendait; il avait compris. Nous avons maintenant l'échange de lettres entre Tito et Staline et on comprend pourquoi Tito n'est pas allé au Kominform. Si Tito y était allé, il faut bien le dire, il n'en serait pas revenu, ni lui ni ses délégués, c'est certain, et c'est la raison pour laquelle Tito a refusé d'aller à cette deuxième réunion du Kominform. C'est alors que l'excommunication s'est produite.

Ce n'est qu'après cette rupture que le parti yougoslave a essayé de former une doctrine nouvelle d'un communisme un peu différent du communisme soviétique, d'un communisme qui aurait trouvé sa crèche à Belgrade, au lieu de l'avoir à Moscou. Je n'ai pas le temps de vous raconter en détail cette histoire, l'expérience est en cours. Est-ce que l'Etat yougoslave a créé vraiment un communisme de type national et libre ? Je dois vous dire que je ne le pense pas. Je pense que, dans l'essentiel, le régime yougoslave est un régime de parti unique et les fédérations nationales, la structure fédérative du système est un leurre, au même titre que l'est la structure soviétique. Il y a évidemment quelques éléments différents et cela parce que Tito, ne pouvant rester

seul, a cherché des appuis un peu partout et a été pour cela forcé de donner l'impression d'une certaine variante et d'une certaine différence, laquelle pourtant ne va pas très loin. Je me suis formé mon jugement sur ce régime lorsque Tito a refusé la libération des éléments socialistes du parti paysan. Le système est totalitaire 100 %. Pour démontrer qu'il y avait un autre communisme, il aurait fallu commencer par démontrer qu'il y avait plus de respect pour les éléments qui n'étaient pas des réactionnaires, mais qui n'étaient pas tout à fait communistes. Tito n'a pas voulu cela, parce qu'il a voulu garder le pouvoir et le régime est totalitaire dans ce sens.

Quelle sera la fin de cette expérience ? Cela est difficile à prévoir. Tito s'associera-t-il à une défense de l'Occident ? Il n'y a aucun problème sur lequel il soit plus difficile de faire des prophéties. Tito craint que les Russes ne lui pardonnent pas ce qu'il a fait. Les Russes pourraient peut-être un jour, si Tito ne s'intègre pas trop dans le système occidental, composer avec lui; mais Tito connaît aussi trop bien le système. Il sait qu'il est condamné si les Russes mettent la main sur le régime et sur lui; il aurait beau faire mille déclarations d'adhésion au communisme et d'hommages sinon à Staline, à Malenkov, le sort de Tito est réglé, il n'a pas de voie de retraite et même sa trahison qui serait acceptée ne le sauvera pas personnellement. Il y a

donc des limites que Tito est forcé de respecter lui-même.

Quels seront les éléments qui sortiront de là ? Je dois avouer que c'est très difficile à prévoir.

Est-ce qu'il y a un Tito en Asie en formation ? C'est une question qu'on m'a posée tant de fois, le problème de Mao-Tsé-Tung et du communisme chinois. Vous savez que cela a été la thèse de beaucoup de journalistes au moment où les Chinois avançaient vers le Sud et débarrassaient la Chine des derniers reliquats de l'armée de Tchang-Kai-Tchek qui marchait vers la défaite pour des raisons que nous connaissons tous, parce que c'est une armée qui n'avait aucunee envie de se battre. La victoire des communistes chinois a été due à des erreurs naturellement, mais dans cette victoire le régime de Tchan-Kai-Tchek a eu sa très grande part de responsabilité, il faut dire la vérité. On s'est dit : les Chinois sont des communistes, mais il ne le sont pas tellement; ils sont surtout des nationalistes. Le même problème s'était posé pour Staline : Staline était-il un nationaliste ou un Bolchévique ? Ces formules sont des formules trompeuses. Mao-Tsé-Tung est un véritable communiste, qui s'est formé à Moscou, dans les cadres de l'Internationale Communiste, qui était contre Trotzki, qui s'est prononcé pour le pacte germano-communiste, un communiste orthodoxe 100 % .

Le problème, à mon avis, il le faut poser d'une

autre façon. Est-ce que ce communisme, qui est un communisme, est un communisme qui posera la question nationale de telle façon qu'elle va mettre la Chine en conflit avec la Russie ? Voilà comment il faut poser le problème et là aussi le problème est tel que la réponse est difficile. Pour l'instant, l'élément nationaliste n'est pas prédominant. Les communistes chinois ont besoin de la Russie et leurs liens avec la Russie sont très importants pour toutes sortes de raisons, stratégiques, militaires etc.. Je crois que Mao-Tsé-Tung, pendant les années où il a vécu seul dans les montagnes chinoises, en conduisant la guerre contre Tchang-Kai-Tchek, a acquis une grande confiance en soi-même. Il est possible que Mao-Tsé-Tung pense faire un jour de la Chine le "leadership" de l'Asie. Je suis certain qu'il y a, dans le fond de la pensée de Mao-Tsé-Tung, un élément de ce genre. On pourrait dire, d'une façon grossière, qu'il voudrait devenir le Staline de toute l'Asie, ou d'une grande partie de l'Asie. Est-ce que cela va ouvrir un conflit entre la Chine et la Russie ? C'est bien cela le problème, n'est-ce pas ? Pour l'avenir - et je ne m'engage pas trop - peut-être oui ; mais pour l'instant, certainement non, parce qu'il y a encore en Asie un espace si large qu'il peut satisfaire les ambitions les plus poussées de Mao-Tsé-Tung et des communistes chinois, pendant un certain nombre d'années, sans provoquer un conflit avec la Russie, en supposant même qu'un conflit doive éclater un jour. Mao-Tsé-Tung a encore devant lui un monde en Asie ; sans parler du Tibet, du Turkestan chinois, il y a la Corée,

il y a Formose, il y a l'Indochine vers laquelle les Chinois regardent avec envie et s'il devait y avoir un problème, ce serait plutôt le suivant : dans quelle mesure est-on certain qu'il ne se produira pas un conflit entre Ho-Chi-Minh et Mao-Tsé-Tung ? Il y a toute la Birmanie, il y a le Siam, l'Indonésie, l'inde, quoique pour l'instant, on ne touchera pas à l'Inde, parce qu'on a besoin de Nehru. Il est donc évident que plus des deux tiers d'un continent sont encore ouverts à l'ambition chinoise, même si elle devait prendre la forme d'un impérialisme conquérant dans l'Asie du sud-est et du sud-ouest.

Je crois donc, je le répète, que le communisme chinois est un communisme à ambitions nationales très fortes, très puissantes, ce qui pourrait, dans une certaine mesure, laisser prévoir, un jour, un certain nombre de conflits avec la Russie. Mais pour l'instant, pour les raisons que je vous ai dites, je ne crois pas que cette rupture soit proche. Je crois que, pendant un certain nombre d'années encore, il n'y aura pas de rupture ni de conflit entre Chine communiste et Russie soviétique. Il est certain que les Chinois ne tiennent pas beaucoup à avoir trop de Russes chez eux. Ils n'aiment pas que la Russie mette la main sur eux et la Russie a certainement été très habile en n'exerçant pas de pression trop forte ; au contraire, la Russie met la Chine en avant pour dire : Oh, ce n'est pas la Russie qui revendique, c'est la Chine ! Le jeu, pour l'instant est très suffisant et ne permet d'aucune façon de prévoir un conflit, un titisme chinois.

On me demande d'autre part : Est-ce que Stambuliski qui a été assassiné en 1923, avait une attitude favorable envers Moscou et est-ce que Moscou serait intervenu auprès du parti communiste pour dire : vous devez appuyer le régime de Stambuliski ? D'om provient la haine des communistes envers Stambuliski ? D'où elle provient ? Mais tout simplement du fait que Stambuliski avait été un adversaire des communistes ; il avait réduit le parti bulgare à une triste situation et c'est pourquoi les communistes bulgares n'ont pas compris tout de suite. Ils ont dit : comment, nous devons nous battre pour sauver le régime de Stambuliski qui nous a mis en prison, qui a fait fusiller les nôtres ? Il n'ont pas compris que le régime de Tchankov était plus dangereux que le régime de Stambuliski. Il est évident que la Russie n'avait pas de sympathie particulière pour Stambuliski, mais elle s'était rendue compte que, alors qu'un jour elle aurait pu établir peut-être certains liens avec un gouvernement à base paysanne du type Stambuliski, il n'y avait aucun espoir de mettre le pied en Europe avec un gouvernement du type militaire du type Tchankov. La Russie a pratiqué la politique du moindre mal, en choisissant Stambuliski contre Tchankov..

On me demande aussi : Quels sont les intérêts de l'Union soviétique envers l'Albanie qui actuellement se trouve entièrement séparée du bloc communiste . Actuellement a-t-on dit et c'est vrai, car pendant un certain temps, l'Albanie

faisait pa tie directement intégrante de ce bloc, du moment que la Yougoslavie y était. L'intérêt qui a poussé la Russie à s'intéresser à l'Albanie est un intérêt purement stratégique Qui a l'Albanie a les portes de l'Adriatique et qui a les portes de l'Adriatique contrôle une partie de la Mediterranée. La position stratégique du rivage de l'Albanie est d'un très grar intérêt. Les Russes y ont fait leur politique au moment où Tito était encore avec eux ; ils appuyaient les revendications de Tito parce que c'était des revendications qui se tournaient vers l'Adriatique : c'était une mer intérieure de la Mediterranée qui tombait sous contrôle soviétique. L'Albanie, maintenant est séparée du bloc soviétique, mais elle pourrait ne pas l'être et d'autre part, le mouvement communiste en Albanie empêche que l'Albanie debienne une base militaire de l'Angleterre et de l'Amérique. Vous savez qu'ils l'ont cherché ardemment, hélas trop tard ; mais l'occupation de l'Albanie était une partie du plan anglais, pour les raisons que je viens de dire. Les Soviets ont créé en Albanie beaucoup de bases militaires et même des bases navales pour sous-marins. L'Albanie pourrait redevenir demain une base réelle si, par hasard, Tito ou une révolution quelconque dans les Balkans mettait à nouveau l'Albanie dans l'orbite soviétique. Pour l'instant cette situation empêche l'Angleterre et l'Amérique de mettre les pieds dans dans ce pays, puisque les communistes albanais, tout en étant séparés du bloc russe, ont un gouvernement foncièrement pro-soviétique et l'épuration y est plus fréquente et plus radicale qu'ailleurs. Ceci explique que la Russie est inquiète

et qu'elle observe de près ce qui se passe en Albanie. Supposez en effet un titisme albanais qui s'accorderait avec l'Angleterre et l'Amérique : ce serait l'écroulement des intérêts soviétiques dans cette région.

On me demande encore pourquoi les communistes occidentaux se laissent-ils mener aveuglément par Moscou, étant donné qu'ils savent eux-mêmes qu'ils sont les instruments de l'impérialisme russe ? Ma réponse sera la suivante: parce qu'ils considèrent que, aujourd'hui, l'avenir est à l'expansion soviétique et qu'ils penchent du côté du plus fort. Les communistes français n'ont aucun espoir de prendre le pouvoir en France sans une intervention russe, sans l'influence d'éléments influents étrangers ; un coup d'état direct des communistes en France est à exclure. Le parti communiste français aurait déjà été battu bien plus gravement s'il n'avait avec lui l'aide de la politique extérieure soviétique et des groupements politiques qui s'alignent sur la politique extérieure soviétique et ils savent très bien que le jour où la Russie mettrait les pieds en France, la question serait réglée pour eux, à savoir que le pouvoir sera automatiquement aux communistes, mais que, sans cette intervention, ils ne l'auront probablement jamais, à moins que l'expérience en cours ne se transforme en une expérience de démocratie populaire. C'est là un sujet trop grave et trop compliqué qui regarde l'avenir et que nous n'avons pas à discuter ici.

Autre question : pourquoi Léon Trotski a-t-il perdu la bataille contre la Troïka qui n'avait pas beaucoup de sympathisants à cette époque ? Trotski a été battu parceque Staline lui était supérieur en stratégie politique. Staline avait pour lui le parti dont il s'était emparé, les syndicats et l'armée. Trotski était un peu un visionnaire et lorsqu'il a vu qu'on le traitait si mal, il s'est dit : j'abandonne le parti pour le moment ; je vais dans le Caucase me reposer et ils m'appelleront bien puisqu'ils auront besoin de moi. Je rentrerai en triomphateur sur mon cheval blanc. Trotski a renoncé à la lutte à un moment précisément où il fallait lutter. On l'a éliminé du"Conseil révolutionnaire de la Guerre" ; on l'a remplacé dans ce Conseil par un stalinien convaincu ; on a éliminé ses aides de camp, ses amis du sommet de la hiérarchie militaire et quand Trotski est revenu à Moscou, il n'y avait personne pour l'acclamer dans la capitale ; il y avait seulement quelques agents du Guépéou qui lui ont dit : Monsieur, partez dans telle ou telle direction !.. Troski a été battu parce qu'il n'a pas lutté intelligemment, il avait trop confiance en lui-même et Staline lui a arraché, les uns après les autres, tous les moyens du pouvoir, toutes les forces dont il aurait pu se servir et quand il a voulu commencer la lutte, il s'est trouvé isolé. Il croyait que, étant donné ses mérites - et il était fondé de le croire - que jamais on n'oserait le toucher, que les gens, les jeunes

surtout l'aimaient assez et que tout le monde, les ouvriers même, se seraient révoltés à l'idée que l'homme qui avait fait la révolution et qui avait tant contribué à sa victoire pouvait être envoyé en exil. Pendant que Trotzki est allé se reposer, Staline, lui, ne s'est pas reposé. Il avait un plan de guerre, Trotzki étant l'ennemi. Tous les amis de Trotzki ont été éliminés des positions importantes et lorsque Trotzki est revenu à Moscou, plus personne n'était pour lui. Il était trop tard aussi pour se battre, et voilà la raison de la défaite de Trotzki.

Il y a une dernière question à laquelle je ne répondrai pas, non pas parce qu'elle ne mériterait pas de réponse, mais parce qu'elle impliquerait des explications trop longues et trop complexes. Je vais vous la lire : comment imaginez-vous la libération des démocraties populaires, par une guerre et une intervention étrangère, ou par une révolution interne ? C'est le grand problème de la politique posé par Birnham et par d'autres. Je ne dirai que quelques mots : il faudrait savoir qui veut faire cette guerre d'intervention, qui veut faire cette révolution intérieure ? Si vous me portez des documents prouvant qu'il y a des forces mûres pour l'une ou l'autre forme de libération, on pourrait se réunir et choisir, mais pour l'instant, je ne vois de possibilité ni pour l'une ni pour l'autre de ces solutions. Il me faudrait donc répondre à une question qui n'existe pas ou

qui n'existe pas pour l'instant. Je ne peux pas envisager une forme d'intervention armée à froid; j'insiste bien sur les mots à froid. Je ne vois pas non plus les éléments permettant de croire à une proche révolution interne, non pas que les démocraties populaires ne seraient pas contentes d'être débarrassées de leurs gouvernements, mais parce qu'une révolution est une chose sérieuse pour laquelle il faut de grands moyens, la force, d'abord, puis un certain état d'esprit et un ensemble de circonstances que je ne vois pas. Personnellement, si je devais vous dire mon choix et ma préférence, aussi bien pour la Russie que pour les autres pays populaires, je considère qu'aucune libération n'est possible sans le concours ardent et efficace des peuples intéressés. Il est possible qu'une intervention militaire devienne nécessaire si les circonstances la permettent, la rendent actuelle. Nous ne pouvons pas prévoir l'avenir, mais tout ce qui vient, tout ce qui viendra encore d'une action de l'intérieur, en Russie comme dans les pays des démocraties populaires, constituera à mon avis l'élément le plus précieux d'une libération de ces pays, parce que, quand vous avez des forces locales, des forces nationales, qui se tournent vers un mouvement de libération, la moitié du chemin déjà est faite. Oh ! je ne dis pas tout le chemin; je sais qu'il y a les rapports de forces internationales, mais la moitié. Aujourd'hui, si je devais exprimer un avis, je serais, malgré les difficultés que cela comporte, pour une accentuation

de l'aventure intérieure - je ne suis pas de ceux qui aiment envoyer les gens au massacre - mais pour une résistance de l'état d'esprit, de liberté, d'indépendance nationale vis-à-vis de l'occupation soviétique et vis-à-vis des régimes intérieurs, cet état d'esprit qui a fait que certains peuples ont supporté la tyrannie pendant des siècles - ce n'est pas cela que je vous souhaite - tout en sauvegardant avec une grande constance les traditions de la liberté et de la culture nationale, les traditions des intérêts nationaux. Si quelque chose de ce genre peut rester dans les pays dits de démocratie populaire, et que nous pouvons aider à créer ou à encourager un mouvement de ce genre, nous aurons fait beaucoup pour ces peuples. Mais il faut bien le dire, il faut que les éléments qui sont dans les pays des démocraties populaires soient encouragés. Ce n'est pas une question de dollars, pas une question de bombes, il faut qu'ils soient encouragés par la sensation vivante que, dans les autres pays, dans les pays encore libres, il y a un sentiment de résistance, une volonté de non-acceptation de la main-mise soviétique sur l'Europe. Et je pose le problème très ouvertement, j'appartiens à un de ces pays et je me bats fortement pour cette tendance : il faut une convergeance des sentiments nationaux de l'indépendance nationale sociale et politique et puis un climat de confiance pour l'ensemble de l'Europe et du monde, déterminé par une attitude sérieuse et ferme des classes dirigeantes des autres pays qui doivent vous

surtout par l'exemple, car eux aussi sont menacés; le jour où on sentira que dans les autres pays menacés mais libres la résistance s'organise sérieusement, je suis sûr que l'état d'esprit des pays dont vous venez sera encouragé fortement dans la direction de la résistance. Je ne demande pas personnellement à ceux qui sont dans les pays de démocratie populaire de faire eux-mêmes leur libération; elle ne peut être faite sans le concours desautres. Faisons donc, et je terminerai là-dessus, tous notre devoir. Je sais que vous ferez le vôtre. (Vifs applaudissements)

ARCHIVES DE LA PRÉFECTURE